



Turquie: situation dans le sud-est – état au mois d'août 2016

Papier thématique

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 25 août 2016



Impressum

EDITEUR

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5

TRADUCTION

Richard Greiner

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2016 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

Introduction	1
1 Contexte	1
1.1 Conflit entre le <i>Parti des travailleurs du Kurdistan</i> (PKK) et l'Etat turc ...	1
1.2 Développements politiques	2
2 Situation en matière de sécurité et de droits humains au sud-est	4
2.1 Situation précaire en matière de sécurité et de droits humains au sud-est de la Turquie en raison du conflit entre le gouvernement et les groupes kurdes	5
2.1.1 Attentats et hostilités dans la majorité des provinces d'Anatolie de l'est et du sud-est	6
2.1.2 Couvre-feux, destructions, déplacements forcés et violations des droits humains	7
2.1.3 Victimes civiles	14
2.1.4 Provinces particulièrement touchées par la violence	15
2.1.5 Répression à l'encontre d'opposant-e-s politiques et critiques .	17
2.1.6 Persistance du conflit	18
2.2 La menace de l'organisation terroriste Etat Islamique (EI)	18
3 Annexe	21
3.1 Annexe I: Incidents pertinents en matière de sécurité pouvant être liés au conflit kurde (état au 25 août 2016)	21
3.2 Annexe II: Les plus terribles attaques et attentats de l'EI depuis la Syrie voisine (état au 25 août 2016)	30

Introduction

Ce rapport se base sur des renseignements d'expert-e-s¹ et sur nos propres recherches.

1 Contexte

1.1 Conflit entre le *Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)* et l'Etat turc

Le *Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)* a été fondé au début des années 1970 par Abdullah Öcalan comme une organisation marxiste-léniniste. Il réclame un Etat kurde indépendant et a mené sa première attaque armée le 15 août 1984. A partir de cet instant, la Turquie a traversé une période de lutte armée avec les groupes rebelles du PKK jusqu'en 1999, année au cours de laquelle Öcalan a été arrêté et condamné à une peine de prison à vie. Quatre mois plus tard, Öcalan demandait au PKK de déposer les armes et aux combattants de se retirer de Turquie. Suite à cela, la situation sécuritaire s'est progressivement améliorée et l'état d'urgence était levé dans toutes les régions en 2002. Le 28 mai 2004, le PKK annonça une rupture unilatérale du cessez-le-feu, les réformes du gouvernement ne convenant pas à leurs yeux aux exigences de la population kurde. Dès 2005, la situation en matière de sécurité se détériorait à nouveau. Les premiers pourparlers de paix, le processus d'Oslo, ont échoué en 2011 en raison du manque de confiance entre les parties, le conflit dégénérant à nouveau dans toute son intensité. Fin 2012, de nouveaux pourparlers de paix ont eu lieu entre le PKK et les autorités turques, aussi connus comme le «processus d'Imrali». En mars 2013, à l'occasion des festivités du nouvel an *Newroz*, Öcalan appela à mettre fin à la lutte armée en Turquie. Le processus de paix se poursuivait en 2014 et durant la première moitié de 2015. De graves affrontements ont cependant déjà eu lieu entre l'armée et le PKK en octobre 2014. Le déclencheur a entre autres été la progression de l'organisation terroriste *Etat islamique (EI)* en direction de la ville de Kobané en Syrie et l'interdiction de franchir la frontière turco-syrienne prononcée par l'armée turque pour les combattants du PKK afin d'aider leurs «frères et sœurs» kurdes. Néanmoins, des représentants du parti pro-kurde *Halkların Demokratik Partisi (HDP)* et du parti au pouvoir *Parti de la justice et du développement (AKP)* ont déclaré lors d'une conférence de presse le 28 février 2015 la fin du conflit armé et la reprise du processus politique. Les élections parlementaires de juin 2015, au cours desquelles l'AKP et le HDP se sont retrouvés face à face, ont cependant grandement contribué à ce que ces négociations échouent à nouveau.²

¹ Les recherches de l'OSAR se fondent sur des sources publiquement accessibles, conformément aux standards COI. Lorsque ces sources ne permettent pas de trouver les informations requises dans le temps imparti, l'OSAR fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable. Les personnes de contact peuvent toutefois être anonymisées afin de garantir la protection des sources.

² Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 5-6: www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_turquie_situation_securitaire_2.pdf; Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Turquie, La situation actuelle des Kurdes, 20 décembre 2010, p. 3-5.

1.2 Développements politiques

Elections parlementaires du 7 juin 2015. Le 7 juin 2015 ont eu lieu des élections législatives en Turquie. Le parti au pouvoir *Parti de la justice et du développement* (AKP) du président Recep Tayyip Erdoğan a certes gagné les élections avec 40,8 pourcent des voix, mais pour la première fois depuis 13 ans, il n'a pas obtenu la majorité absolue dont il a besoin pour pouvoir gouverner seul. Le parti pro-kurde *Hal-kların Demokratik Partisi* (HDP) a réussi pour la première fois de son histoire, avec 13 pourcent des voix, à surmonter le seuil élevé des dix pourcent et entrer au parlement. Les négociations entre les différents partis pour former un gouvernement de coalition ont cependant échoué, le président Erdoğan décidant alors d'organiser des nouvelles élections fixées au 1^{er} novembre 2015. Un gouvernement intérimaire a été formé dans l'intervalle. Celui-ci était composé de membres de l'AKP et deux membres du HDP. Après seulement un mois, les deux représentants du HDP ont démissionné en raison de la politique «belliciste» du gouvernement et de «l'autoritarisme» du président.³

Elections parlementaires du 1^{er} novembre 2015. Lors des nouvelles élections du 1^{er} novembre 2015, l'AKP obtenait à nouveau la majorité absolue au parlement en enregistrant 49,5 pourcent des voix et remportant ainsi 317 des 550 sièges. Le HDP perdait pour sa part 2,3 pourcent de ses voix; son nombre de siège au parlement passant de 80 à 59. Une explication possible pour la perte des voix serait, d'après l'avis de certain-e-s analystes, la détérioration de la situation en matière de sécurité en Turquie, qui pourrait avoir incité un grand nombre de Turques et Turcs, ainsi que de personnes d'ethnie kurde, à voter pour l'AKP. La violence entre le PKK et le gouvernement ainsi que la menace émanant de l'organisation terroriste *Etat islamique* (EI) a en effet augmenté de manière frappante entre les deux élections. La dégradation de la situation économique aurait également pu contribuer au fait que davantage de citoyennes et citoyens optent à nouveau pour l'AKP.⁴

Tentative de putsch, état d'urgence, arrestations. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, une partie de l'armée turque a essayé d'accaparer le pouvoir. La tentative de coup d'état a échoué et les débordements et affrontements connexes ont fait au moins 246 victimes, selon *BBC News* du 28 juillet 2016.⁵ Le président Erdoğan a profité de l'occasion pour étendre sa puissance et sévir massivement contre ses adversaires, en particulier les adhérents présumés du mouvement Gülen^{6,7} Depuis la proclamation de

³ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 7.

⁴ Ibid., p. 8.

⁵ BBC News, Turkey coup attempt, More than 130 media outlets shut, 28 juillet 2016: www.bbc.co.uk/news/world-europe-36910556.

⁶ Fethullah Gülen, qui fait figure de père spirituel du mouvement Gülen (aussi connu comme mouvement Hizmet), vit en exil depuis 1999 aux Etats-Unis. Gülen a conçu une philosophie qui prône une forme plus mystique de l'Islam qui se connecte avec les idées de démocratie, formation, science et dialogue entre les religions. Gülen appelle les musulman-e-s à construire des écoles au lieu de mosquées. Les sympathisants de Gülen ont fondé autour de 1000 écoles dans plus de 100 pays. En Turquie, des universités, des hôpitaux, des organismes de bienfaisance et un grand empire médiatique ont émergé du mouvement Gülen. En Turquie, il est reproché au mouvement Gülen de vouloir construire des structures parallèles au sein de l'Etat et de viser la chute du gouvernement actuel. Tagesschau.de, Staatsfeind Nummer Eins, Der Prediger Fetullah Gülen, 17 juillet 2016: www.tagesschau.de/ausland/guelen-bewegung-101.html.

⁷ Spiegel Online, Türkei nach dem Putschversuch: Entlassen, festnehmen, schikanieren, 27 juillet 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/tuerkei-unter-recep-tayyip-erdogan-entlassen-festnehmen-saeubern-a-1104956.html.

l'état d'urgence de trois mois le 20 juillet 2016, Erdoğan peut réagir par décret.⁸ Depuis la tentative de putsch et particulièrement depuis l'instauration de l'état d'urgence, il y aurait selon les indications d'expert-e-s des droits humains de l'ONU du 19 août 2016 une escalade des arrestations et des purges politiques.⁹ En l'espace de quatre semaines après la tentative de coup d'état, selon les indications de la *Schweizer Radio und Fernsehen* du 18 août 2016, plus de 40'000 personnes, y compris un grand nombre de militaires, de juges et de procureurs ainsi que d'innombrables journalistes ont été arrêtés. Un mandat d'arrêt a été délivré contre environ 20'000 de ces personnes. Presque 80'000 fonctionnaires auraient dû quitter leur emploi.¹⁰ Le nombre de personnes touchées semble encore en augmentation. En particulier le secteur de la formation a jusqu'ici été affecté de manière disproportionnée par les licenciements: fin juillet 2016, 40'000 personnes auraient été remerciées, parmi lesquelles figurent 21'000 membres du corps enseignant et 1577 membres de rectorat et décanat universitaires. Les employé-e-s des écoles et universités construites et patronnées par le mouvement Gülen sont spécialement touché-e-s. Fin juillet 2016, 1043 écoles privées et 15 universités étaient déjà fermées. Le gouvernement turc a également exercé des pressions sur des entreprises, exigeant le licenciement des membres du personnel proches du mouvement Gülen. Des entreprises du secteur public et semi-public ont entre autres été touchées: 211 employé-e-s de la compagnie aérienne *Turkish Airlines* ainsi que 198 employé-e-s de la compagnie de téléphone *Türk Telekom* ont été licencié-e-s jusqu'à fin juillet 2016.¹¹

La Turquie a informé le Conseil de l'Europe qu'en raison de l'état d'urgence, elle suspendait en partie la Convention européenne des droits de l'homme.¹² Des expert-e-s des droits humains de l'ONU ont exprimé leurs craintes que le gouvernement turc dans le cadre de l'état d'urgence restreigne à grande échelle les droits de l'homme garantis par le droit international. Cela se produirait dans une mesure qui ne peut pas être justifiée par la situation actuelle.¹³

Selon les indications d'*Amnesty International*, il existerait des preuves solides que les personnes arrêtées en lien avec la tentative de putsch dans des lieux de détentions officiels et non officiels sont exposées à de **graves abus, mauvais traitements et tortures, y compris le viol**. Le droit à un procès équitable est régulièrement violé. Un décret émis le 23 juillet 2016 par le président Erdoğan autorise le maintien en détention d'une personne arrêtée sans inculpation durant 30 jours au lieu de quatre jours. En outre, les fonctionnaires gouvernementaux peuvent assister aux entretiens

⁸ Zeit Online, Türkische Regierung schliesst 45 Zeitungen und zahlreiche Sender, 27 juillet 2016: www.zeit.de/politik/ausland/2016-07/putschversuch-tuerkei-nimmt-fast-16-000-menschen-fest

⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), UN experts urge Turkey to adhere to its human rights obligations even in time of declared emergency, 19 août 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20394&LangID=E.

¹⁰ Schweizer Radio und Fernsehen, Türkei: Über 40'000 Festnahmen nach Putschversuch, 18 août 2016: www.srf.ch/news/international/tuerkei-ueber-40-000-festnahmen-nach-putschversuch.

¹¹ Spiegel Online, Türkei nach dem Putschversuch, 27 juillet 2016.

¹² Humanrights.ch, Türkei setzt Europäische Menschenrechtskonvention aus – was bedeutet das? 22 juillet 2016: www.humanrights.ch/de/internationale-menschenrechte/nachrichten/europarat/tuerkei-emrk.

¹³ OHCHR, UN experts urge Turkey to adhere to its human rights obligations even in time of declared emergency, 19 août 2016.

entre avocat-e-s et prévenu-e-s et ont le droit de procéder à des enregistrements vidéo et sonores.¹⁴

La **liberté des médias** est aussi de plus en plus restreinte. 45 journaux, trois agences de presse, 16 stations de télévision, 23 stations de radio, 15 magazines et 29 maisons d'édition ont été fermées jusqu'à présent. Le 25 juillet 2016, des mandats d'arrêt ont été émis contre 42 journalistes. Deux jours plus tard, un procureur ordonnait la garde à vue de 47 anciens employés du journal *Zaman*, lesquels auraient des connaissances détaillées du réseau autour de Gülen.¹⁵

2 Situation en matière de sécurité et de droits humains au sud-est

Au cours des dernières années, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans l'ensemble de la Turquie pour différentes raisons. Le pays a ainsi souffert d'innombrables attentats, parfois massifs, perpétrés par l'EI, le PKK ainsi que des groupements proches du PKK, tel que le *Teyrêbazên Azadiya Kurdistan* (TAK, «Parti des Faucons de la liberté du Kurdistan»).¹⁶ Ces attaques ont fait des centaines de victimes dans diverses régions de Turquie, y compris parmi la population civile. Les provinces frontalières ont été en outre sous les tirs venus de territoires syriens occupés par l'EI.¹⁷

Les violents incidents entre les membres des groupes rebelles kurdes et les forces de sécurité turques, qui ont effectué en partie des opérations massives dans les zones sous imposition d'un couvre-feu, ont détérioré massivement la situation en matière de sécurité pour des centaines de milliers de personnes, en particulier dans certaines régions et villes parfois fortement peuplées du sud-est de la Turquie. Ces régions ont en outre été le cadre de graves violations des droits humains. Il convient de souligner que le manque d'accès aux zones concernées pour les observateurs indépendants et les lacunes en matière d'accès à l'information empêchent d'avoir une image complète de la situation.

Même après la **tentative manquée de coup d'état** de juillet 2016, le gouvernement persiste à poursuivre sa lutte contre le PKK dans le sud-est et a imposé un blocus

¹⁴ Amnesty International (AI), Turquie. Alors que des informations font état de torture, il faut permettre à des observateurs indépendants de rencontrer les détenus, 24 juillet 2016: www.amnesty.org/fr/la-test/news/2016/07/turkey-independent-monitors-must-be-allowed-to-access-detainees-amid-torture-allegations/.

¹⁵ Zeit Online, Türkische Regierung schliesst 45 Zeitungen und zahlreiche Sender, 27 juillet 2016.

¹⁶ Voir annexes I et II pour une liste non exhaustive des incidents pertinents en matière de sécurité pouvant être liés au conflit kurde ainsi que pour un relevé des attentats perpétrés par l'EI en Turquie.

¹⁷ Conseil de l'Europe – Assemblée parlementaire (CoE-PACE), Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 4: <http://semantic-pace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbmQvbnVncveG1sL1hSZWYvWDJiLURXLLWV4dHluYXNwP2ZpbGVpZD0yMjgwNCZsYW5nPUZS&xsl=aHR0cDovL3Nlb-WFudGljcGFjZS5uZXQvWHNsdC9QZGZYvWFJiZi1XRC1BVC1YTUwYUERGlnhzbA==&xsltparams=ZmlsZWlkPTlyODA0>.

dans un bon nombre de villages et petites villes.¹⁸ Selon les estimations de diverses sources, il est à craindre que l'état d'urgence et la suspension de la Convention des droits de l'homme engendrent aussi pour le sud-est du pays de nouvelles violations des droits humains.¹⁹ Un article d'*Al Jazeera* du 23 juillet 2016 cite un militant actif dans la ville de Diyarbakır du syndicat à prédominance kurde *Confederation of Progressive Trade Unions of Turkey* (DISK), lequel estime que sous l'état d'urgence, une augmentation de la répression contre la population kurde était à craindre dans le sud-est.²⁰

2.1 Situation précaire en matière de sécurité et de droits humains au sud-est de la Turquie en raison du conflit entre le gouvernement et les groupes kurdes

Nombre très élevé de victimes et de personnes déplacées. La nouvelle flambée de violence au sud-est de la Turquie a déjà provoqué la mort d'innombrables personnes et le déplacement de centaines de milliers de personnes. Il n'existe pas d'indications précises sur le nombre de victimes. L'*International Crisis Group* (ICG) rapporte 1902 cas de décès confirmés²¹ lors de combats en lien avec le conflit opposant le gouvernement et les groupes kurdes entre le 20 juillet 2015 et le 22 août 2016: 324 civil-e-s²², 652 membres des forces de sécurité turques²³, 707 combattants du PKK²⁴ et 219 «jeunes sans affiliation connue»²⁵. Ces chiffres augmentent constamment. En

¹⁸ Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Es hängt an Erdogan, wie es im Kampf gegen den Terror weitergeht, 19 juillet 2016: www.nzz.ch/international/europa/putschversuch-in-der-tuerkei-es-haengt-an-erdogan-wie-es-im-kampf-gegen-den-terror-weitergeht-id.106571.

¹⁹ Renseignement téléphonique d'une personne de contact du 28 juillet 2016; *Al Jazeera*, Fear grows as Turkey introduces state of emergency, 23 juillet 2016: www.aljazeera.com/indepth/features/2016/07/fear-grows-turkey-introduces-state-emergency-160723130514665.html.

²⁰ *Al Jazeera*, Fear grows as Turkey introduces state of emergency, 23 juillet 2016.

²¹ Pour l'*International Crisis Group*, les cas de décès confirmés sont les décès de personnes pour lesquelles, en se fondant sur des bulletins de nouvelles, des commentaires dans les médias sociaux, des photos ou des entrevues avec la famille et les ami-e-s, des informations biographiques, comme l'âge, ont pu être trouvées. Les rapports de décès qui n'ont pas pu être corroborés par des informations supplémentaires comptent comme «non confirmés».

²² L'*International Crisis Group* procède à une vérification des victimes civiles rapportées en se fondant sur des rapports dans les médias de langue turque ainsi que des rapports d'ONG perçues comme pro-kurdes, y compris la Fondation turque des droits de l'homme (TIHV). Les cas de décès de personnes civiles sont ensuite confirmés par l'*International Crisis Group*, pour autant que les notes de presse et autres sources confirment qu'il ne s'agit pas d'une ou d'un combattant. En outre, si l'âge de la personne tuée ou d'autres facteurs rendent sa participation à des combats improbable et/ou elle est décédée hors d'une zone de combats.

²³ L'*International Crisis Group* compte parmi les forces de sécurité les soldats, les membres de la police et les gardes de villages. Les rapports de presse sur les funérailles et les communications officielles de l'armée turque sont utilisés comme sources pour comptabiliser le nombre de victimes parmi les forces de sécurité.

²⁴ Les combattants tués sont identifiés par des rapports de la presse turque, ainsi que par des canaux médiatiques du PKK et du TAK, qui publient les noms et biographies de leurs combattants tués. Pour des raisons inconnues, le PKK ne publie le nom de ceux qui ont péri au combat dans de nombreux cas seulement des semaines, des mois, voire des années plus tard. Cela conduit à un retard important quant au registre du nombre de combattants du PKK tués. L'*International Crisis Group* inclut dans ses statistiques uniquement les cas de décès confirmés selon sa méthodologie open-source (voir note de bas de page 21). Par conséquent, le nombre de combattants du PKK tués se situe bien au-dessous du nombre spécifié par l'armée turque, ce qui ne signifie cependant pas que les chiffres de l'armée sont réfutés.

²⁵ La frontière entre personnes civiles et combattants a été brouillée avec l'apparition des milices de jeunes du PKK en tenue civile. Dans le cas de quelques personnes tuées, l'*International Crisis Group* ne pouvait pas exclure, selon sa méthodologie open-source, qu'il s'agissait de combattants,

revanche, selon les indications de l'armée turque du 24 mai 2016, 4949 combattants du PKK auraient déjà été tués depuis juillet 2015. La *Hêzên Parastina Gel* (HPG, Force de défense du peuple), la branche armée du PKK, indiquait le 2 mai 2016 avoir tué au total 1557 membres de la police et de l'armée depuis juillet 2015.²⁶ *Human Rights Watch* (HRW) évoque en juillet 2016 un total de 355'000 personnes déplacées internes et au moins 338 morts parmi la population civile.²⁷

2.1.1 Attentats et hostilités dans la majorité des provinces d'Anatolie de l'est et du sud-est

Spirale de violence. D'innombrables attaques²⁸ du PKK et des groupes proches du PKK contre les forces de sécurité turques depuis l'été 2015 ainsi que des «représailles» de celles-ci ont déclenché une spirale de violence dans le sud-est de la Turquie. Le projet d'analyse *Southfront*²⁹ a relevé 40 attentats dans toute la Turquie rien qu'entre le 1^{er} janvier et le 28 juin 2016, y compris des attaques à la bombe, des attentats-suicides et des fusillades. Ceux-ci ont provoqué la mort d'au moins 209 personnes et fait 862 blessés. Le PKK en a revendiqué 20, le *Teyrêbazên Azadîya Kurdistan* (TAK) trois et le parti marxiste-léniniste *Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi* (DHKP-C, Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple) a reconnu une de ces 40 attaques. L'organisation terroriste *Etat islamique* (EI) n'a reconnu aucune attaque, selon la source, mais a participé à quatre fusillades ou bombardements transfrontaliers.³⁰ Entre le 29 juin et le 22 août 2016 se sont ajoutés, en plus des autres incidents liés à la sécurité³¹, au moins neuf attentats supplémentaires provoquant la mort d'au moins 84 personnes et plus de 388 blessés.³² Un retentissant attentat à la bombe lors d'un mariage à Gaziantep le 20 août 2016 faisant plus de 50 victimes et une attaque

même si ni le PKK ni les groupements affiliés au PKK ne les a identifiés comme tels. L'International Crisis Group fait référence à ces hommes et femmes âgés de 16 à 35 ans, qui sont décédés dans des zones de conflits armés, comme des «jeunes sans affiliation connue».

²⁶ International Crisis Group (ICG), Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état: 22 août 2016: www.crisisgroup.be/interactives/turkey/; ICG, Turkey's PKK Conflict, The Death Toll, 20 juillet 2016: <http://blog.crisisgroup.org/europe-central-asia/2016/07/20/turkey-s-pkk-conflict-the-rising-toll/>.

²⁷ Human Rights Watch (HRW), Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 1-2: www.refworld.org/docid/57836b444.html.

²⁸ Voir sous annexe I une liste non exhaustive d'incidents pertinents en matière de sécurité pouvant être liés au conflit kurde.

²⁹ Selon ses propres indications, Southfront serait un projet d'analyse mené par des expert-e-s et se focalisant sur les relations internationales et les crises. Southfront, About Us, sans date: <https://southfront.org/about-southfront/>

³⁰ Southfront, Turkey, 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016: <https://southfront.org/turkey-209-people-killed-862-injured-in-terror-attacks-in-first-half-of-2016/>.

³¹ Voir annexe I.

³² NZZ, Anschlag in der Türkei, Der Verdacht fällt auf den IS, 21 août 2016: www.nzz.ch/international/europa/tuerkei-22-tote-und-94-verletzte-bei-anschlag-auf-hochzeitsfeier-ld.112078; BBC News, Turkey attacks, Bombs targeting police and soldiers kill at least 12, 18 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37116743; Spiegel Online, Südosttürkei, Mehrere Menschen bei Anschlag auf Polizeipräsidium verletzt, 18 août 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/tuerkei-mehrere-verletzte-bei-anschlag-auf-polizeipraesidium-a-1108280.html; RP Online, Türkei, Sieben Tote und 20 Verletzte bei Bombenanschlag, 15 août 2016: www.rp-online.de/panorama/ausland/tuerkei-drei-tote-bei-autobomben-anschlag-in-diyarbakir-aid-1.6188109; Frankfurter Rundschau, Türkei, Diyarbakir und Mardin, Medien, Mehrere Tote bei Anschlägen in der Türkei, 10 août 2016: www.fr-online.de/tuerkei/diyarbakir-und-mardin-medien--mehrere-tote-bei-anschlaegen-in-der-tuerkei.23356680,34607976.html; Abendzeitung, War es die PKK? Sechs Polizisten bei Anschlag in Südosttürkei getötet, 1er août 2016: www.abendzeitung-muenchen.de/inhalt.war-es-die-pkk-sechs-polizisten-bei-anschlag-in-suedosttuerkei-getoetet.9006996c-7799-4ffb-965c-fd697177c12f.html.

à la voiture-piégée à Elazığ le 18 août 2016, lors de laquelle plus de 140 personnes ont été blessées, ont notamment attiré beaucoup d'attention.³³

Plus de 80 pourcent des provinces du sud-est du pays touchées par la violence.

Sept des neuf provinces d'Anatolie du Sud-est et 12 des 14 provinces d'Anatolie de l'Est sont touchées par les incidents en matière de sécurité documentés dans le rapport (attentats du PKK, TAK et de l'EI, opérations de représailles du gouvernement, affrontements armés entre le PKK et les forces de sécurité turques). Le plus grand nombre d'incidents ont eu lieu dans les provinces de Diyarbakir, Mardin et Şırnak, tandis que les provinces de Hakkâri, Kilis, Şanlıurfa et Van enregistrent relativement beaucoup d'incidents. Il convient de souligner qu'il s'agit d'une liste non exhaustive d'incidents pertinents en matière de sécurité. Il faut dès lors partir du principe que de nombreux incidents n'ont pas été documentés.

2.1.2 Couvre-feux, destructions, déplacements forcés et violations des droits humains

Zones de sécurité provisoires. Selon la «loi 2565 sur les zones militaires interdites et zones de sécurité» du 18 décembre 1981, les gouverneurs provinciaux peuvent désigner certains territoires comme des zones de sécurité provisoires. Les personnes civiles ne sont pas autorisées à entrer dans ces zones. Au cours de l'été et de l'automne 2015, les autorités turques ont proclamé de telles zones provisoires dans presque toutes les provinces de l'est et du sud-est de la Turquie. Selon le HDP, il s'agit en partie de zones résidentielles. Fin septembre 2015, *Human Rights Watch* signalait auprès de *Voice of America* que la détermination des zones s'effectuait de manière arbitraire et sans contrôle parlementaire. En outre, la même source relève des conséquences négatives pour la population, qui a été contrainte de quitter ces régions et donc de perdre ses moyens de subsistance assurant les bases de l'existence.³⁴

Innombrables et illimités couvre-feux 24 heures sur 24 dans des douzaines de districts du sud-est de la Turquie. Depuis août 2015, l'Etat turc impose des couvre-feux dans plusieurs districts du sud-est de la Turquie, pour y «rétablir l'ordre public». Jusqu'à présent, il s'agissait essentiellement de régions où les *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi* (YDG-H, mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire) proches du PKK, les *Yekîneyên Parastina Sivîl*³⁵ (YPS, unités de protection civile), le PKK ou les autorités kurdes locales avaient repris peu avant le contrôle, creusant des

³³ NZZ, Anschlag in der Türkei, Der Verdacht fällt auf den IS, 21 août 2016; BBC News, Turkey attacks, Blasts targeting police and soldiers kill at least 12, 18 août 2016; NZZ, Tödliche Anschläge in der Südosttürkei, Türkei macht PKK und Gülenisten verantwortlich, 18 août 2016: www.nzz.ch/international/europa/terrorismus-in-der-suedosttuerkei-viele-verletzte-bei-anschlag-auf-polizeigebaeude-id.111638.

³⁴ Voice of America, Turkish Security Zones Prompt Human Rights Concerns for Kurds, 28 septembre 2015: www.voanews.com/a/turkey-kurds-security-zones-curfews-human-rights/2982509.html.

³⁵ En été 2015, c'étaient principalement les unités YDG-H qui occupaient des zones et quartiers dans le sud-est de la Turquie. Le sujet reste controversé, dans quelle mesure ce groupe était sous la supervision directe du PKK. En décembre 2015, le PKK annonçait avoir remilitarisé les YDG-H avec des combattants expérimentés, comme partie d'un nouveau groupe appelé «Yekîneyên Parastina Sivîl» (YPS), lequel est censé protéger les régions où l'autonomie a été prononcée. Atlantic Council, The PKK's Urban Warfare Tactics, 9 février 2016: www.atlantic-council.org/blogs/menasource/the-pkk-s-urban-warfare-tactics.

tranchées et érigeant des barricades.³⁶ Selon les indications de l'*International Crisis Group* (ICG) du 20 juillet 2016, les forces de sécurité ont imposé depuis août 2015 85 couvre-feux de durée variable dans 33 districts du sud-est à majorité kurde.³⁷ Après la tentative de putsch du 15 juillet 2016, un blocus a été imposé à un bon nombre de villages et de petites villes, selon la *Neuen Zürcher Zeitung*.³⁸ D'après la *Fondation turque des droits de l'homme* (TIHV), des couvre-feux jour et nuit ont été imposés dans 22 districts du sud-est de la Turquie, y compris à Sur et Silvan dans la province de Diyarbakır, Nusaybin et Dargeçit dans la province de Mardin, Şırnak, Cizre, Silopi et İdil dans la province de Şırnak ainsi que Yüksekova dans la province de Hakkâri. Selon un observateur électoral de l'*Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, ce sont principalement les districts comprenant beaucoup d'électrices et électeurs du HDP qui sont touchés.³⁹ L'*International Crisis Group* (ICG) actualise régulièrement dans une base de données open-source interactive le statut des couvre-feux dans les villages, les villes et les quartiers concernés.⁴⁰

Les bases juridiques des couvre-feux sont des décisions administratives, lesquelles s'appuient sur une loi qui ne mentionne pas le mot «couvre-feu» (et donc ne définit pas ce qu'il faut entendre par couvre-feu, ne régit pas l'imposition et la durée de celui-ci, et ne prévoit aucune mesure de protection et d'assistance aux personnes civiles).⁴¹ La Cour constitutionnelle turque a rejeté une requête en annulation de la décision d'imposition de couvre-feux.⁴² En juin 2016, la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, laquelle conseille les Etats en matière de droit constitutionnel, estimait que les décisions des autorités turques d'imposer des couvre-feux ne respectaient pas les exigences juridiques de la Constitution turque et de la Convention européenne des droits de l'homme.⁴³

Environ 40 pourcent de toutes les personnes tuées depuis juillet 2015 sont décédées dans les régions urbaines sous imposition d'un couvre-feu. Selon l'*International Crisis Group* (ICG), 770 personnes sont décédées entre le 20 juillet 2015 et le 22 août 2016 dans les zones urbaines sous imposition d'un couvre-feu. Cela correspond à 40 pourcent de tous les décès confirmés sur la même période.⁴⁴

Utilisation d'armes lourdes dans des zones densément peuplées, destructions massives. Le gouvernement turc use des armes lourdes et commet des actes de violence disproportionnée aussi dans des régions densément peuplées du sud-est de

³⁶ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 21; ICG, Turkey's PKK Conflict, The Death Toll, 20 juillet 2016; ICG, The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur, 17 mars 2016, p. 6: <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b80-the-human-cost-of-the-pkk-conflict-in-turkey-the-case-of-sur.pdf>.

³⁷ ICG, Turkey's PKK Conflict: The Death Toll, 20 juillet 2016.

³⁸ NZZ, Es hängt an Erdogan, wie es im Kampf gegen den Terror weitergeht, 19 juillet 2016: www.nzz.ch/international/europa/putschversuch-in-der-tuerkei-es-haengt-an-erdogan-wie-es-im-kampf-gegen-den-terror-weitergeht-ld.106571.

³⁹ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p.12.

⁴⁰ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, Visualising the Conflict, état: 22 août 2016: www.crisisgroup.be/interactives/turkey/.

⁴¹ ICG, The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur, 17 mars 2016, p. 4-5.

⁴² CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p.13.

⁴³ AI, Déclaration publique, Turquie, Des opérations de sécurité dans le sud-est du pays risquent de marquer un retour aux violations des droits humains généralisées, 30 juin 2016: www.amnesty.org/download/Documents/EUR4443662016FRENCH.pdf.

⁴⁴ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état: 22 août 2016.

la Turquie, dans lesquelles un couvre-feu a été imposé.⁴⁵ Une grande partie de ces régions ont été détruites pendant les couvre-feux et les actions ultérieures de déminage.⁴⁶

Opérations de sécurité militarisées, intervention des unités spéciales de la police et de la gendarmerie. Selon *Human Rights Watch* (HRW), la police était initialement responsable des opérations de sécurité dans les régions kurdes. Celles-ci sont cependant opérées de plus en plus souvent par des militaires.⁴⁷ D'après un article paru en juillet 2016 dans *Le Monde diplomatique*, les unités spéciales de la police, la *Polis Özel Harekat* (PÖH), ainsi que de la gendarmerie, la *Jandarma Özel Harekat* (JÖH), participent aux opérations dans les villes kurdes du sud-est.⁴⁸ D'autres sources documentent également l'intervention d'unités spéciales de la police et de la gendarmerie dans le sud-est du pays.⁴⁹ Des journalistes et des élus du HDP sur place estiment en outre probable que l'informel *service secret de la gendarmerie de lutte contre le terrorisme* (JITEM) soit à nouveau actif. Celui-ci a commis de nombreux massacres contre la population kurde dans les années 1990 et compte en fait comme dissous.⁵⁰

Déplacements forcés et limitation drastique des droits humains. Selon un rapport de l'*Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe* du 6 juin 2016, le conflit affecte 1,6 millions de personnes, en particulier les couvre-feux et les affrontements armés dans le sud-est de la Turquie. 355'000 personnes ont été déplacées. D'après le Commissaire européen aux droits de l'homme Niels Muižnieks, les couvre-feux limitent de manière drastique et pour une durée indéterminée l'exercice des droits humains fondamentaux d'un large pan de la population. Sont notamment restreints l'accès à l'eau, l'électricité, l'éducation et les soins de santé, y compris les services médicaux d'urgence, ce qui a des conséquences dramatiques pour de nombreuses et nombreux habitant-e-s.⁵¹ Le PKK ainsi que les groupements proches du PKK étaient aussi à l'origine du fait qu'à divers endroits les ambulances n'aient pas accès à certaines

⁴⁵ AI, Déclaration publique, Turquie, 30 juin 2016; OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of «alarming» reports of major violations in south-east Turkey – Zeid, 10 mai 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19937&LangID=E.

⁴⁶ OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of «alarming» reports of major violations in south-east Turkey, 10 mai 2016; CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 4; CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 18.

⁴⁷ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 6.

⁴⁸ L'article du Monde diplomatique signale des graffitis sur les murs des maisons dans les villes kurdes, lesquels seraient le fait des unités dites forces spéciales. L'inscription suivante pouvait par exemple être lue sur un mur à Silopi: «Ma chère Turquie, au nom de Dieu, nous te nettoyons: nous sommes le JÖH, et nous sommes venus vous envoyer en enfer!» (Le Monde diplomatique, La sale guerre du président Erdoğan, juillet 2016, p. 4-5), Le Monde diplomatique, In den Ruinen von Cizre und Sür: Seit einem Jahr führt die türkische Regierung wieder Krieg in den kurdischen Gebieten, juillet 2016, p. 10-11.

⁴⁹ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 12; Human Rights Association (HRA), Human Rights Association (HRA) Report Prepared for the UN Committee against Torture in Connection to its Review of the Report of the Republic of Turkey under the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, 28 mars 2016, p. 15-16: www.ecoi.net/file_upload/1930_1465389240_int-cat-css-tur-23608-e.doc; Euro-Mediterranean Human Rights Network (EMHRN), EuroMed Rights and FIDH High-level Solidarity Mission to Turkey, 20-24 January 2016, 24 janvier 2016, p. 4: www.refworld.org/docid/56fcca9a4.html.

⁵⁰ Le Monde diplomatique, In den Ruinen von Cizre und Sür, juillet 2016, p. 10-11.

⁵¹ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 12-13.

régions.⁵² L'Etat a pris en janvier 2016 certaines mesures de compensation limitées, telles que l'aide au logement pour les personnes déplacées, des cours de rattrapage scolaire pour les enfants déplacés et un soutien financier pour les petites entreprises. Selon un employé d'ONG interrogé par l'*International Crisis Group* (ICG), l'Etat offre certes de cette manière une assistance aux personnes dans le besoin, mais il manque l'accès aux informations permettant de savoir où et comment l'aide peut être sollicitée. Des critiques ont aussi été émises que les mesures ne seraient de loin pas suffisantes.⁵³

Violations des droits humains. Pour *Amnesty International*, les couvre-feux illimités et 24 heures sur 24 constituent une forme de punition collective interdite par le droit international. Dans des localités visitées par *Amnesty International*, soumises auparavant à un couvre-feu, il ressortait clairement que de nombreuses personnes décédées (personnes âgées, bébés, femmes) n'aient pas pu être impliquées dans des combats.⁵⁴ Selon une prise de position publique d'*Amnesty International* du 30 juin 2016, les opérations de sécurité menées dans le sud-est de la Turquie sortent du cadre légal et «font peu de cas de la loi et des protections juridiques». En atteste le nombre croissant de preuves de la commission de graves violations des droits humains y compris la torture et l'impunité suite à de tels crimes.⁵⁵ Selon *Human Rights Watch* (HRW), les personnes qui enfreignent le couvre-feu ne risquent pas seulement une amende de 100 livres turques (environ 33 CHF). HRW a documenté des cas de personnes qui se sont aventurées à l'extérieur et ont essuyé des coups de feu ou ont été arrêtées.⁵⁶

Impunité. L'impunité ainsi que les déficiences en matière d'enquêtes effectives relatives aux abus présumés commis par les forces de sécurité sont préoccupantes selon différentes sources.⁵⁷ Des modifications législatives⁵⁸ adoptées le 23 juin 2016 par le parlement turc réduisent encore le contrôle judiciaire des opérations de sécurité et compliquent la réalisation d'enquêtes efficaces contre des fonctionnaires militaires, qui jouissent déjà actuellement de l'impunité lors de violations des droits humains. Ces modifications sont très inquiétantes, selon *Amnesty International*, en particulier compte tenu des récentes violations des droits humains dans le cadre d'opérations anti-terroristes.⁵⁹

⁵² ICG, *The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur*, 17 mars 2016, p. 7; HRW, *Turkey, Mounting Security Operation Deaths, Scores of Civilians Among Hundreds Killed in South-east*, 22 décembre 2015: www.hrw.org/news/2015/12/22/turkey-mounting-security-operation-deaths.

⁵³ ICG, *The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur*, 17 mars 2016, p. 10-12.

⁵⁴ CoE-PACE, *Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie*, 6 juin 2016, p. 13.

⁵⁵ AI, *Déclaration publique, Turquie*, 30 juin 2016.

⁵⁶ HRW, *Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings*, 11 juillet 2016, p. 5.

⁵⁷ HRW, *Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings*, 11 juillet 2016, p. 7-16; CoE-PACE, *Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie*, 6 juin 2016, p. 14.

⁵⁸ Les modifications législatives prévoient que les enquêtes contre le chef d'état-major ainsi que contre des officiers de haut rang doivent être autorisées par le premier ministre, et les enquêtes contre des officiers de rang inférieur doivent être autorisées par le ministre de l'intérieur et de la défense. Toute poursuite pénale contre une ou un fonctionnaire militaire est menée devant le tribunal militaire, lequel est réputé pour son inefficacité dans la poursuite des violations des droits humains. Les modifications législatives habilite également les commandants militaires à délivrer des mandats de perquisition sans autorisation judiciaire. AI, *Déclaration publique, Turquie*, 30 juin 2016.

⁵⁹ Ibid.

Cas documentés de violations des droits humains et d'exécutions extrajudiciaires. Des incidents documentés démontrent que les autorités turques ne respectent pas les normes en matière de droits humains dans les régions sous couvre-feu. 42 habitant-e-s de la ville de Nusaybin dans la province Mardin, dont onze femmes et dix enfants, ont signalé avoir été arrêtés et maltraités par les forces de sécurité le 26 mai 2016. Ces faits se sont produits quelques jours après la fin des affrontements armés à Nusaybin. Un jeune de 16 ans a par ailleurs révélé à son avocat que son doigt avait été brisé après qu'il ait refusé de signer une déclaration qu'il n'était pas autorisé à lire. Son œil a aussi été grièvement blessé par les coups de forces de police. Il n'existe aucune indication que les autorités de poursuite pénale mènent des enquêtes effectives sur ces crimes, ni pour les autres crimes présumés perpétrés pendant les opérations dans les zones soumises à un couvre-feu.⁶⁰

Human Rights Watch (HRW) mentionne dans un rapport du 11 juillet 2016 des exemples d'exécutions extrajudiciaires. Parmi les cas signalés figurent des personnes civiles abattues dans la rue alors qu'elles arboraient un drapeau blanc comme signe de protection.⁶¹ Des tireurs d'élite des forces de sécurité ont abattu de la sorte le 25 décembre 2015 un bébé de 3 mois et son grand-père âgé de 82 ans dans le district de Cizre dans la province Şırnak, tel que rapporté à HRW par des parents. Le grand-père a été abattu alors qu'il portait un drapeau blanc en signe de protection et qu'il cherchait à obtenir de l'aide médicale pour le bébé. La police avait été informée au préalable et avait instruit le grand-père et d'autres parents.⁶² Un autre incident impliquant les forces de sécurité turques a eu lieu le 20 janvier 2016 dans la ville de Cizre, lorsque celles-ci ont ouvert le feu sur un groupe de 30 personnes civiles – mené par un parlementaire du *Halkların Demokratik Partisi* (HDP) –, lesquelles cherchaient à sortir les personnes blessées et tuées du quartier de Cudi. Elles arboraient des drapeaux blancs et le gouverneur du district aurait été informé. Deux personnes ont perdu la vie, tandis que plusieurs autres ont été blessées et ont dû être amenées à l'hôpital.⁶³ Un membre du groupe, le cameraman Refik Tekin d'*IMC TV*, a filmé l'incident.⁶⁴ Le *Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme* Zeid Ra'ad Al Hussein a exprimé être choqué par cet événement et par la détérioration générale de la situation en matière de droits humains dans le sud-est de la Turquie. Selon des rapports, un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre du cameraman Refik Tekin pour «appartenance à un groupe terroriste».⁶⁵ Des témoins ont en outre rapporté avoir été battus et harcelés dans l'hôpital public de Cizre par des membres des forces de sécurité. Ceux-ci auraient accaparé une partie de l'hôpital pour s'y installer et garer des véhicules militaires sur le terrain de l'hôpital.⁶⁶

Etendue des infractions pas encore perceptible, accès aux zones touchées toujours pas garanti aux observateurs indépendants. L'ampleur des infractions qui

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 2.

⁶² Ibid, p. 6-7.

⁶³ Ibid, p. 10-11.

⁶⁴ YouTube, Cizre'de İMC kameramanı Refik Tekin vuruldu, 22 janvier 2016 (consulté le 28 juillet 2016): www.youtube.com/watch?v=-6bKXZ5E0II.

⁶⁵ UN News Centre, Turkey, UN rights chief concerned by actions of security forces and clampdown on media, 1er février 2016: www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=53136#.V5n9HqK6Pnl.

⁶⁶ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 7-12.

ont été et sont commises par les forces de sécurité turques ainsi que par les combattants kurdes dans les régions soumises à un couvre-feu n'est pas encore identifiable. Les observateurs indépendants ne sont toujours pas autorisés à se rendre dans ces régions.⁶⁷ Le *Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme* signalait le 10 mai 2016 que plus d'informations sont disponibles sur la situation à Cizre (voir ci-dessous) que dans d'autres districts, villes et villages du sud-est de la Turquie, y compris les villes de Silopi (province de Şırnak), Nusaybin (province de Mardin) et du district Sur de la ville de Diyarbakır (province de Diyarbakır), pour lesquels l'accès est encore interdit. Un tel manque d'information relatif aux événements dans une grande région accessible comme le sud-est de la Turquie est à la fois étonnant et profondément troublant. «Ce blackout nourrit clairement les craintes sur ce qui se passe dans la région».⁶⁸ Ni le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ni aucune autre organisation internationale ou ONG n'ont jusqu'ici été autorisés à accéder aux zones concernées, où des violations massives des droits humains et du droit international humanitaire ont probablement été commises.⁶⁹

L'exemple de Cizre (province de Şırnak). Le *Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme* Zeid Ra'ad Al Hussein a reçu une série de rapports alarmants relatifs aux infractions commises par l'armée et les forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie. Il aurait ainsi reçu des rapports signalant que des personnes civiles non armées – y compris des femmes et des enfants – ont été délibérément abattues dans la ville de Cizre, province de Şırnak, durant le couvre-feu de mi-décembre 2015 à début mars 2016. Des destructions massives et apparemment disproportionnées de propriétés et infrastructures essentielles seraient en outre à déplorer. Il existe également des allégations d'arrestations arbitraires, de tortures et d'autres formes de mauvais traitements ainsi que des rapports mentionnant que dans certaines situations, les ambulances et le personnel médical se sont vu refuser l'accès aux personnes blessées. Les rapports les plus horribles proviennent de témoins à Cizre, selon lesquels plus de 100 personnes s'étant réfugiées dans trois différentes caves ont été incendiées par les forces de sécurité.⁷⁰ *Human Rights Watch* illustre dans son rapport du 11 juillet 2016 les événements effroyables survenus dans les trois sous-sols de façon aussi détaillée que le permettent les informations disponibles.⁷¹ Selon des indications du *Monde diplomatique*, au moins une des maisons dans laquelle s'est déroulé un de ces terribles crimes a déjà été démolie. Un plan d'assainissement annoncé par Ankara en avril 2016 prévoirait aussi la démolition des autres caves, avec toutes les potentielles traces et preuves disponibles des crimes de guerre suspectés d'avoir été perpétrés.⁷²

⁶⁷ Ibid., p. 1; AI, Amnesty International Briefing, Turkey, End abusive operations under indefinite curfews, 21 janvier 2016: www.amnesty.org/download/Documents/EUR4432302016ENGLISH.pdf.

⁶⁸ OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of «alarming» reports of major violations in south-east Turkey – Zeid, 10 mai 2016.

⁶⁹ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 1, 3; AI, Déclaration publique, Turquie, 30 juin 2016; OHCHR, Media Centre, Hate is being mainstreamed' – global update by the High Commissioner at the 32nd session of the Human Rights Council, 13 juin 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/GlobalhumanrightsupdatebyHC.aspx.

⁷⁰ OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of «alarming» reports of major violations in south-east Turkey – Zeid, 10 mai 2016.

⁷¹ HRW, Turkey, State Blocks Probes of Southeast Killings, 11 juillet 2016, p. 13-16.

⁷² Le Monde diplomatique, In den Ruinen von Cizre und Sûr, Seit einem Jahr führt die türkische Regierung wieder Krieg in den kurdischen Gebieten, juillet 2016, p. 10-11.

Comme déjà mentionné, selon quelques sources, environ 200 personnes civiles auraient perdu la vie durant le couvre-feu à Cizre de mi-décembre 2015 à début mars 2016.⁷³ Le gouvernement turc n'a jusqu'ici pas autorisé les Nations Unies à visiter la région dans le but de recueillir des informations de première main.⁷⁴

L'exemple du quartier historique Sur de la ville de Diyarbakır (province de Diyarbakır), expropriations. Des représentants de l'*Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe* se sont rendus le 10 mai 2016 à Diyarbakır. A cette date, le quartier historique de la ville de Diyarbakır, Sur, était soumis à un couvre-feu. La ville était alors encore la cible d'attaques régulières, voire quotidiennes. La délégation n'a pas été autorisée à visiter Sur. En revanche, elle a pu apprendre de plusieurs sources qu'à Sur comme en d'autres lieux, dans des zones densément peuplées, des graves dommages ont été provoqués par des tirs d'artillerie et des bombardements. Les autorités municipales estiment que 70 pourcent des maisons dans la partie orientale de la vieille ville (Sur), notamment celles sous couvre-feu, ont été totalement ou partiellement détruites pendant les opérations de sécurité. 45'000 personnes habitant à Sur ont été déplacées.⁷⁵ Le nombre de victimes civiles durant le couvre-feu est controversé: les autorités turques parlent de centaines de combattants du PKK tués et une seule victime civile; selon des membres du HDP, au moins 26 personnes civiles ont perdu la vie entre le 2 décembre 2015 (jour où le couvre-feu a été imposé) et le 13 mars 2016; L'ICG comptabilisait également en mars 2016 neuf victimes civiles confirmées.⁷⁶

Le 21 mars 2016, le gouvernement a émis une ordonnance de nécessité sur les expropriations. Celle-ci concerne en particulier l'arrondissement Sur de la ville de Diyarbakır et a suscité de nombreuses inquiétudes parmi les personnes déplacées. L'ordonnance autorise l'expropriation de 6292 immeubles, ce qui représente 82 pourcent de tous les immeubles. Les 18 pourcent restants appartiennent soit à la *Housing Development Administration of Turkey* (TOKİ), soit aux caisses de l'Etat, et sont ainsi déjà propriété publique. Le manque d'information sur les procédures juridiques, les futurs projets d'aménagement urbain et le droit des personnes déplacées de retourner dans leur voisinage, soulève de nombreuses questions. Le gouverneur de Diyarbakır a justifié cette décision par le fait que la reconstruction de Sur pourra être accélérée, permettant ainsi aux personnes déplacées de retourner plus vite. Les propriétaires expropriés obtiendraient le versement d'un tiers de la valeur de leur bien-fonds sur un compte bancaire; le titre de propriété est transféré à la caisse de l'Etat. Le processus d'expropriation a été contesté devant la justice par un groupe d'ONG. Celles-ci craignent cependant que la reconstruction ait déjà commencé.⁷⁷

L'exemple de Nusaybin (province de Mardin). Dans son *Global Update* lors de la 32^{ème} session du Conseil des droits de l'homme en juin 2016, le *Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies* Zeid Ra'ad Al Hussein a exprimé ses préoccupations au sujet d'images satellites montrant l'ampleur et l'étendue des destructions

⁷³ The Guardian, Turkey eases curfew after assault on PKK rebels leaves Cizre in ruins, 2 mars 2016: www.theguardian.com/world/2016/mar/02/turkey-kurdish-people-cizre-return-to-ruins.

⁷⁴ OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of «alarming» reports of major violations in south-east Turkey – Zeid, 10 mai 2016.

⁷⁵ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 13.

⁷⁶ ICG, The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur, 17 mars 2016, p. 8.

⁷⁷ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 13-14.

dans la partie orientale de la ville de Nusaybin, province de Mardin. Des centaines de maisons ont été endommagées ou détruites du fait de l'utilisation d'armes lourdes.⁷⁸ D'intenses combats dans la ville de Nusaybin ont par exemple été rapportés en mars 2016. La ville aurait été bombardée jour et nuit par l'armée turque. Des journalistes kurdes de la ville syrienne voisine Qamichli ont déclaré que l'armée turque est intervenue massivement contre la population civile à Nusaybin.⁷⁹

2.1.3 Victimes civiles

La guerre urbaine fait de nombreuses victimes civiles, pas d'indications claires sur le nombre exact. Le nouvel embrasement du conflit entre le gouvernement et la minorité kurde se déroule dans certaines villes parfois densément peuplées du sud-est de la Turquie, et pas seulement dans des régions rurales et montagneuses peu peuplées du sud-est, comme c'était plus souvent le cas auparavant. Ces méthodes urbaines de faire la guerre génèrent de nombreuses victimes civiles. L'*International Crisis Group* recensait 324 personnes civiles tuées entre le 20 juillet 2015 et le 22 août 2016. Il s'agit en outre d'ajouter 219 victimes supplémentaires, tuées dans le cadre d'affrontements armés ou dans les zones soumises à un couvre-feu et qui n'ont pas clairement pu être identifiées comme des combattants ni comme des personnes civiles.⁸⁰

Dans un article du 2 mars 2016, *The Guardian* se réfère à des chiffres d'organisations de défense des droits humains qui considèrent que dans la seule ville de Cizre (province de Şırnak), les combats pendant le couvre-feu entre décembre 2015 et mars 2016 ont fait 200 victimes civiles.⁸¹ Selon des indications de l'association turque des droits humains *İnsan Hakları Derneği* (İHD), 113 personnes civiles ont perdu la vie au cours des combats entre le gouvernement turc et le PKK entre le 24 juillet et le 8 octobre 2015. Presque toutes ces victimes seraient décédées dans des zones soumises à un couvre-feu dans les provinces de Diyarbakır, Mardin, Hakkâri, Van et Şırnak.⁸²

Près de la moitié de toutes les victimes civiles sont des femmes, des enfants et des personnes de plus de 60 ans. Selon *Amnesty International*, près de la moitié des victimes civiles sont des femmes, des enfants et des personnes âgées de plus de 60 ans.⁸³ Les indications actuelles de l'*International Crisis Group* du 22 août 2016 vont dans la même direction. Elles montrent que 31 pourcent des 319 victimes civiles confirmées par la même source étaient des enfants (19 pourcent) ou des personnes âgées de plus de 60 ans (12 pourcent).⁸⁴

⁷⁸ OHCHR, Media Centre, Hate is being mainstreamed' – global update by the High Commissioner at the 32nd session of the Human Rights Council, 13 juin 2016.

⁷⁹ Société pour les peuples menacés, Rojava – «Schutzzone» für religiöse und ethnische Minderheiten in Nordsyrien?: Bericht über eine Recherchereise, juin 2016, p. 26: www.gfbv.de/fileadmin/redaktion/Reporte_Memoranden/2016/Nordsyrien_Reisebericht_compressed.pdf.

⁸⁰ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état: 22 août 2016; ICG, Turkey's PKK Conflict: The Death Toll, 20 juillet 2016.

⁸¹ The Guardian, Turkey eases curfew after assault on PKK rebels leaves Cizre in ruins, 2 mars 2016: www.theguardian.com/world/2016/mar/02/turkey-kurdish-people-cizre-return-to-ruins.

⁸² CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 17.

⁸³ AI, End abusive operations under indefinite curfews, 21 janvier 2016.

⁸⁴ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état: 22 août 2016.

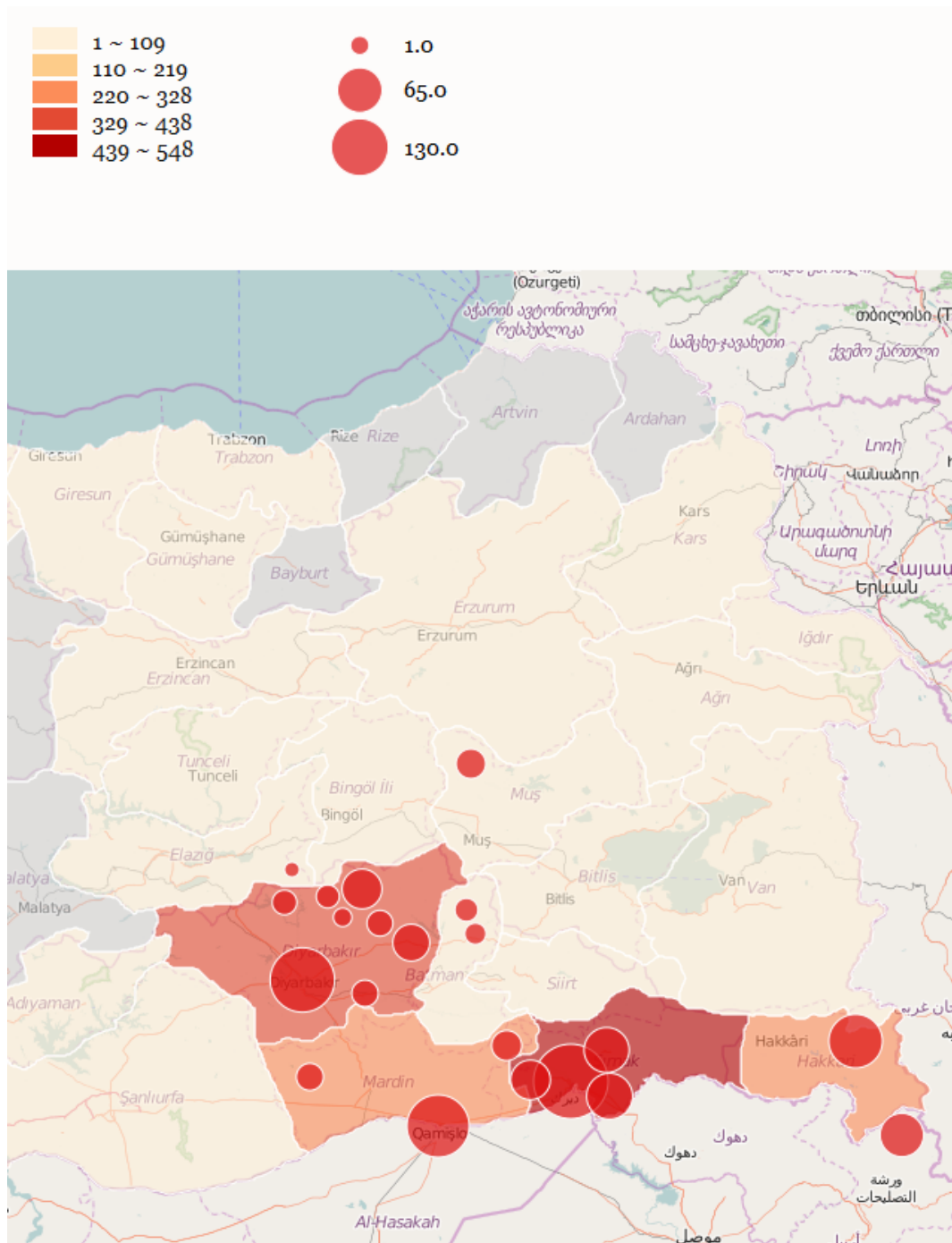
2.1.4 Provinces particulièrement touchées par la violence

Provinces de Şırnak, Diyarbakır, Mardin et Hakkâri les plus touchées. 30 pourcent de tous les décès confirmés par l'*International Crisis Group* (ICG) sont survenus dans le district de Cizre (province de Şırnak), dans le district de Sur (province de Diyarbakır) et dans le district de Nusaybin (province de Mardin). Selon l'ICG, les combats entre juillet 2015 et juillet 2016 se sont concentrés principalement dans quatre provinces: Şırnak, Diyarbakır, Mardin et Hakkâri.⁸⁵

Selon le rapport-pays du *Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides* de Belgique, la plupart des incidents en lien avec le conflit entre le gouvernement et le PKK sont advenus dans les provinces de Diyarbakır, Mardin, Siirt, Şırnak, Ağrı, Van et Hakkâri. D'autres provinces telles que Tunceli, Bingöl, Bitlis, Ardahan et Muş n'ont pas été épargnées, mais sont cependant moins touchées. Selon cette source, la plupart des combats ont eu lieu dans les provinces de Diyarbakır (en particulier dans les districts de Sur et Lice dans la ville de Diyarbakır et dans la ville de Silvan), Mardin (en particulier dans la ville de Nusaybin) et Şırnak (en particulier dans la ville de Cizre), faisant des victimes aussi bien du côté des militaires que de la population civile.⁸⁶

⁸⁵ ICG, Turkey's PKK Conflict: The Death Toll, 20 juillet 2016.

⁸⁶ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 19.



Nombre de décès dans les différentes provinces. Source: International Crisis Group, Turkey's PKK Conflict: The Rising Toll, All Casualties, état: 22 août 2016.

Dans son rapport de juin 2016, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se révèle profondément préoccupée quant à la possibilité que les tensions et les affrontements violents puissent se propager au-delà du sud-est vers d'autres régions de la Turquie.⁸⁷

⁸⁷ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 5.

2.1.5 Répression à l'encontre d'opposant-e-s politiques et critiques

Destitution de maires élus démocratiquement. Dans le sud-est de la Turquie, des arrestations et des destitutions de maires démocratiquement élus ont eu cours pour des raisons telles que «aide et soutien à une organisation terroriste». ⁸⁸ Selon les indications de *Freedom House* de janvier 2016, près de 40 maires du parti pro-kurde HDP ont été arrêtés ou démis de leur fonction. ⁸⁹ Selon un rapport de l'*International Crisis Group* de mars 2016, dans la province de Diyarbakır, la police a arrêté 17 fonctionnaires municipaux, y compris dix co-maires (*Co-Mayors*) et trois membres du conseil municipal, principalement en raison de soupçons d'appartenance au PKK et de présumées déclarations d'autonomie. ⁹⁰ La préparation d'une législation a été annoncée, laquelle autoriserait les gouverneurs à désigner des «*Trustees*» et remplacer les maires suspectés d'avoir commis des crimes liés au terrorisme. ⁹¹

Arrestations de politicien-ne-s de l'opposition du parti turc pro-kurde HDP. Selon un rapport de l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe* (OSCE) du 28 janvier 2016, d'après des indications du HDP, environ 2590 membres (femmes et hommes) du HDP ont été placé-e-s en garde à vue, et 630 emprisonné-e-s entre le 20 juillet et le 18 octobre 2015. ⁹² *Freedom House* signale qu'entre les élections de juin et de novembre 2015, environ 500 membres du HDP, y compris 20 maires, ont été détenus pour des violations liées au terrorisme. ⁹³ Le 20 mai 2016, pas moins de 138 parlementaires ont été privé-e-s de leur immunité, dont 50 de 59 politicien-ne-s du parti HDP. Ces personnes sont désormais sous la menace de procédures et d'arrestations. ⁹⁴

Mesures à l'encontre de membres de l'académie qui se sont exprimé-e-s contre la répression au sud-est. Des enquêtes ont été ouvertes contre 495 universitaires turques et turcs ayant signé une déclaration de paix appelant à la fin de la campagne militaire dans le sud-est de la Turquie et accusant le gouvernement de violations du droit international. Certain-e-s ont été la cible de poursuites pénales, et plusieurs personnes ont été arrêtées et détenues pendant une durée plus ou moins longue. ⁹⁵

⁸⁸ Ibid., p.15.

⁸⁹ Freedom House, *Freedom in the World 2016 – Turkey*, 27 janvier 2016: www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/turkey.

⁹⁰ ICG, *The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey, The Case of Sur*, 17 mars 2016, p. 6.

⁹¹ CoE-PACE, *Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie*, 6 juin 2016, p.15.

⁹² Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), *Limited Election Observation Mission. Early Parliamentary Elections 1 November 2015*, 28 janvier 2016, p. 12, note 43: www.osce.org/odihr/elections/turkey/219201?download=true.

⁹³ Freedom House, *Freedom in the World 2016 – Turkey*, 27 janvier 2016.

⁹⁴ Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *Turkey, Situation and treatment of members of Kurdish political parties that have succeeded the People's Democracy Party (Halkin Demokrasi Partisi, HADEP), including the Peace and Democracy Party (Baris ve Demokrasi Partisi, BDP), and the Peoples' Democratic Party (Halklarin Demokratik Partisi, HDP); whether HADEP and other older acronyms are still in use (2011-2016)*, 14 juin 2016: www.refworld.org/docid/577b74214.html; Swissinfo, *Chef der Kurdenpartei HDP fordert mehr Engagement Europas*, 2 juin 2016: www.swissinfo.ch/ger/chef-der-kurdenpartei-hdp-fordert-mehr-engagement-europas/42199000.

⁹⁵ CoE-PACE, *Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie*, 6 juin 2016, p. 21.

2.1.6 Persistance du conflit

Poursuite du conflit de longue durée. Selon les indications d'experts de l'*International Crisis Group*, la lutte du gouvernement turc reste au moins autant focalisée contre le PKK que contre l'EI, même après l'attaque dévastatrice sur l'aéroport d'Istanbul du 28 juin 2016 attribuée à l'EI. Ankara ne fait aucune différence dans la désignation ou le traitement des deux organisations.⁹⁶ Dans la rhétorique politique, il est constamment rappelé qu'il faut procéder de la même manière dans la lutte contre toutes les organisations terroristes, et que le PKK ne se distingue pas de l'EI.⁹⁷ Même après la tentative manquée de coup d'état du 15 juillet 2016, le gouvernement persiste à poursuivre son combat contre le PKK dans le sud-est.⁹⁸ Kristian Brakel, directeur de la Fondation Heinrich Böll et expert de la Turquie, est également d'avis qu'il ne faut pas s'attendre à un changement substantiel de la politique d'Erdoğan à l'égard du PKK suite à la tentative de putsch.⁹⁹

2.2 La menace de l'organisation terroriste Etat Islamique (EI)

Relation controversée de la Turquie avec l'EI, reproche de collaboration. Selon un article de septembre 2014 de Mustafa Akyol, rédacteur auprès du *Hürriyet Daily News*, les pays occidentaux avaient déjà mis en garde la Turquie en 2012 et 2013 contre le danger que représentent les djihadistes en Syrie. Ces recommandations n'ont longtemps pas été prises en considération. Tant les Etats-Unis que les Kurdes de Syrie avaient probablement raison, selon la source, lorsqu'ils affirmaient qu'Ankara aurait soutenu *Jabhat al-Nusra* (un groupe islamiste armé, rattaché à Al-Qaïda jusqu'à juillet 2016)^{100, 101}

La question de savoir si la Turquie a soutenu ou non l'EI, et si oui dans quelle mesure, reste controversée. Selon Mustafa Akyol, le pays n'aurait certes pas soutenu activement l'EI, mais n'aurait réalisé que l'an dernier qu'il représente un danger sérieux.¹⁰² Le HDP défend la position que la Turquie a soutenu activement l'EI.¹⁰³ L'attaque contre une manifestation de paix du HDP à Ankara le 10 octobre 2015, laquelle a fait

⁹⁶ ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016.

⁹⁷ Financial Times, Turkey Struggles to Repel Multiple Threats, 30 juin 2016: www.ft.com/cms/s/7ea45ed8-3ed4-11e6-9f2c-36b487ebd80a,Authorised=false.html?siteedition=uk&_i_location=http%3A%2F%2Fwww.ft.com%2Fcms%2Fs%2F0%2F7ea45ed8-3ed4-11e6-9f2c-36b487ebd80a.html%3Fsiteedition%3Duk&_i_referer=&classification=conditional_standard&iab=barrier-app#axzz4D8oPdGdH.

⁹⁸ NZZ, Es hängt an Erdogan, wie es im Kampf gegen den Terror weitergeht, 19 juillet 2016: www.nzz.ch/international/europa/putschversuch-in-der-tuerkei-es-haengt-an-erdogan-wie-es-im-kampf-gegen-den-terror-weitergeht-ld.106571.

⁹⁹ IRIN, What changes and doesn't change after Turkey's failed coup, 18 juillet 2016: www.irinnews.org/analysis/2016/07/18/what-changes-and-doesn%E2%80%99t-change-after-turkey%E2%80%99s-failed-coup?utm_source=IRIN+-+the+inside+story+on+emergencies&utm_campaign=c4d9bfe9c6-RSS_EMAIL_ENGLISH_ALL&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-c4d9bfe9c6-15731093.

¹⁰⁰ NZZ, Nusra-Front sagt sich von al-Kaida los, 28 juillet 2016: www.nzz.ch/international/syrische-terrorgrupee-nusra-front-sagt-sich-von-al-kaida-los-ld.108155.

¹⁰¹ Mustafa Akyol, Hürriyet Daily News, The truth about Turkey and ISIL (I), Opinion, 17 septembre 2014: www.hurriyetdailynews.com/the-truth-about-turkey-and-isil-i.aspx?pageID=449&nID=71803&NewsCatID=411.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ Rudaw, Demirtas, Turkey cannot continue ISIS support, 10 juin 2015: www.rudaw.net/english/middleeast/turkey/100620151.

102 morts, a renforcé ce soupçon, selon un article du *Monde diplomatique* de juillet 2016, puisque les responsables n'ont jamais été arrêtés ni identifiés. L'arrestation de deux journalistes du journal *Cumhuriyet*, lesquels ont publié une vidéo qui suggère que les services secrets turcs ont livré des armes aux islamistes syriens, ainsi que leur condamnation pour «divulgarion de secrets d'Etat» renforce encore cette hypothèse. Par ailleurs, d'après certains témoignages non confirmés, les troupes turques auraient été soutenues par des combattants djihadistes lors de combats dans le sud-est de la Turquie. De nombreux diplomates et observateurs critiquent en outre que des convois de camions transportant de l'essence de contrebande depuis des territoires syriens occupés par l'EI ont franchi sans problèmes la frontière turque.¹⁰⁴ Selon un article publié dans *Die Zeit* le 25 août 2016, les médias turcs auraient signalés à maintes reprises que les habitant-e-s de villes et villages frontaliers se plaignaient du fait que les djihadistes entraient et sortaient librement du pays.¹⁰⁵

Lutte active contre l'EI depuis 2015, offensive terrestre turque en Syrie en août 2015. Selon diverses sources, la Turquie a commencé à combattre activement l'EI au cours de l'année 2015. En août 2015, la Turquie lançait ses premières frappes aériennes contre l'EI en Syrie.¹⁰⁶ Jusqu'à fin juin 2016, l'organisation terroriste n'avait pas encore déclaré officiellement la guerre à la Turquie et n'avait encore revendiqué aucun attentat dans ce pays.¹⁰⁷ Selon des informations officielles, 989 personnes suspectées d'entretenir des liens avec l'EI ont été arrêtées en Turquie au cours des cinq premiers mois de 2016, et 228 d'entre elles ont été détenues.¹⁰⁸ Les médias rapportent que la Turquie commençait en outre à être active militairement au nord de la Syrie à la fin août 2016.¹⁰⁹ Le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu expliquait, selon la NZZ du 23 août 2016, que la frontière allait être «nettoyée» de l'organisation EI.¹¹⁰ Dans le même temps, des rapports font état d'actions répétées de l'armée turque contre les *Unités de protection du peuple* (YPG) kurdes en Syrie en août 2016. Selon divers médias, des chars turcs se sont infiltrés le 24 août 2016 au nord de la Syrie dans le cadre d'une offensive contre l'ancien bastion de l'EI Jarablus, accompagnés de quelques 1500 rebelles syriens. Il s'agissait vraisemblablement de membres de l'*Armée syrienne libre* (FSA) soutenue par Ankara.¹¹¹ La NZZ rapportait le 25 août 2016 les propos maintenus à la télévision par le ministre-président Binali Yildirim, que suite à la prise de Jarablus, il fallait maintenant «repousser la milice kurde YPG au-delà de l'Euphrate».¹¹² Selon *BBC News*, les troupes turques veulent éviter à tout prix

¹⁰⁴ Le Monde diplomatique, In den Ruinen von Cizre und Sûr: Seit einem Jahr führt die türkische Regierung wieder Krieg in den kurdischen Gebieten, juillet 2016, p. 10-11.

¹⁰⁵ Die Zeit, Unterstützt die Türkei Islamisten? 25 août 2016: www.zeit.de/2016/36/terrorismus-tuerkei-islamisten-unterstuetzung-vorwuerfe/komplettansicht.

¹⁰⁶ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 14-15.

¹⁰⁷ Ibid.; CNN, Opinion, Turkey's Istanbul attack vengeance will be like 'rain from hell', 29 juin 2016: <http://edition.cnn.com/2016/06/29/opinions/istanbul-airport-attack-soner-cagaptay/index.html>.

¹⁰⁸ ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016.

¹⁰⁹ Der Bund, «Wendepunkt in der türkischen Politik», 24 août 2016: www.derbund.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/wendepunkt-in-der-tuerkischen-politik/story/28255091.

¹¹⁰ NZZ, Eskalation an der Grenze zu Syrien, Doppelschlag der türkischen Armee, 23 août 2016: www.nzz.ch/international/aktuelle-themen/eskalation-an-der-grenze-zu-syrien-doppelschlag-der-tuerkischen-armee-id.112578.

¹¹¹ BBC News, Syria Jarablus, Turkish tanks roll into northern Syria, 24 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37171995; NZZ, Offensive gegen den IS in Syrien, Türkei handelt mit Unterstützung der USA, 24 août 2016: www.nzz.ch/international/nahost-und-afrika/militaeroffensive-tuerkische-panzer-ueberqueren-syrische-grenze-id.112650.

¹¹² NZZ, Syrien-Krieg, Türkei setzt Offensive fort, 25 août 2016: www.nzz.ch/international/nahost-und-afrika/syrien-krieg-tuerkei-setzt-offensive-fort-id.112956.

que les forces kurdes ne comblent le vide laissé lors du retrait de l'EI.¹¹³ L'objectif serait la création d'une «zone de sécurité spéciale».¹¹⁴

Augmentation des attaques en Turquie. Depuis que la Turquie a rejoint la coalition contre l'EI en août 2015, le pays est devenu la cible de l'EI. Entre juillet 2015 et le 25 août 2016, la Turquie a subi au moins sept attentats à la bombe attribués à l'EI et qui ont fait environ 250 victimes (voir annexe II sur les attaques et attentats de l'EI les plus dévastateurs depuis la Syrie voisine).¹¹⁵ Selon des rapports du service de renseignement turc, des sermons tenus dans des mosquées contrôlées par l'EI en Syrie révèlent que les villes et provinces turques de Gaziantep, Nizip, Karkamış et Kilis figurent parmi les principales cibles de l'EI.¹¹⁶ Contrairement aux attaques du PKK, lesquelles sont dirigées principalement contre des membres des forces de sécurité, les attaques de l'EI visent à causer un maximum de victimes parmi la population civile.¹¹⁷

Tirs depuis les territoires syriens occupés par l'EI, plusieurs provinces touchées. Durant la première moitié de l'année 2016, plus de 20 personnes ont été tuées dans la province frontalière de Kilis par des tirs de roquettes de l'EI.¹¹⁸ *Rudaw* signalait le 4 mai 2016 qu'un soldat turc avait été blessé lors d'une attaque de l'EI sur une base militaire turque dans le district Oguzeli, province de Gaziantep.¹¹⁹

La Turquie reste une base logistique importante pour l'EI. Malgré l'augmentation des attaques de l'EI contre la Turquie, le pays reste une base logistique importante pour l'organisation terroriste EI. Elle conserve dans le pays plusieurs «*Safe Houses*». Elle a par ailleurs mis sur pied des structures pour la récolte de fonds, veille en Turquie à l'hébergement des familles de ses combattant-e-s et offre depuis la Turquie un appui logistique aux zones de combat. Le pays représente également un terrain de recrutement important. Les estimations font état d'approximativement 3000 ressortissants turcs ayant rejoint l'EI.¹²⁰ Une explication possible de la raison pour laquelle l'EI n'a jusqu'ici pas encore revendiqué ses attentats pourtant reconnaissables sur le sol turc, pourrait être que l'organisation espère ainsi tempérer les réactions en Turquie et ne pas décourager des potentielles recrues, ainsi que protéger son accès au monde extérieur.¹²¹ Une grande partie des djihadistes étrangères et étrangers qui adhèrent à l'EI voyagent en effet vers la Syrie en transitant par la Turquie.¹²²

¹¹³ BBC News, Syria Jarablus, Turkish tanks roll into northern Syria, 24 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37171995.

¹¹⁴ Der Bund, «Wendepunkt in der türkischen Politik», 24 août 2016.

¹¹⁵ BBC News, Turkey suicide bomb victims 'mostly children', 22 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37154294; ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016.

¹¹⁶ ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016.

¹¹⁷ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 13.

¹¹⁸ ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016.

¹¹⁹ Rudaw, Turkey One Turkish soldier wounded in ISIS shelling of Gaziantep air field, 4 mai 2016: <http://rudaw.net/english/middleeast/turkey/05042016>.

¹²⁰ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 14-15.

¹²¹ ICG, The Struggle with Islamic State that Turkey Hoped to Avoid, 4 juillet 2016; CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 15.

¹²² Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA), Neighbouring a Civil War: Turkey's Border Security with Syria, 28 octobre 2015, No. 17: http://file.setav.org/Files/Pdf/20151028162016_analysis_17.pdf.

3 Annexe

Remarque: la liste des incidents énumérés ci-après ne prétend pas être exhaustive. Il faut partir du principe qu'un nombre indéterminé d'incidents supplémentaires se sont produits, qui n'ont pas été documentés ou n'ont pas été inclus dans cette liste.

3.1 Annexe I: Incidents pertinents en matière de sécurité pouvant être liés au conflit kurde (état au 25 août 2016)

Avant les élections parlementaires du 7 juin 2015

La période précédant les élections du 7 juin 2015 a été caractérisée par une polarisation entre l'AKP et le HDP, laquelle a entraîné un gel des pourparlers de paix et conduit à une augmentation des incidents en matière de sécurité. Par exemple, les bureaux des partis ont ainsi été la cible d'actes de vandalisme à de nombreuses reprises. La *Turkish Human Rights Association* a comptabilisé 126 incidents violents avant les élections, dont 114 dirigés contre le HDP. En outre, les attentats suivants ont été commis:

- Deux attentats à la bombe simultanés dans les bureaux du HDP dans les **provinces d'Adana**, où trois personnes ont été blessées, et de **Mersin** ont été perpétrés le 18 mai 2015.¹²³
- Selon l'armée turque, le PKK a enlevé le 20 mai 2015 une personne civile ainsi qu'un militaire dans la **province de Muş**. Selon la même source, un attentat contre un bureau de l'AKP aurait été commis la même semaine dans la **province de Mardin**.¹²⁴
- Le 5 juin, deux explosions lors d'un rassemblement de campagne du HDP dans la **province de Diyarbakır** ont fait trois morts et plus de 200 personnes blessées. Le président du HDP, Selahattin Demirtas, a annoncé le 9 juin 2015 que cet attentat ainsi que les deux attaques contre les bureaux dans les provinces d'Adana et de Mersin seraient le fait de l'EI.¹²⁵

Entre les élections du 7 juin et du 1^{er} novembre 2015

- Le 9 juin, des débordements ont eu lieu dans la ville de Diyarbakır, **province de Diyarbakır**, durant lesquels trois personnes ont perdu la vie. L'élément déclencheur a été l'assassinat d'Aytaç Baran, directeur de l'organisation d'entraide islamique *Yeni Ihya-Der*.¹²⁶

¹²³ Bianet, HDP Headquarters Bombed in Adana and Mersin, 18 mai 2015: http://bianet.org/english/politics/164615-hdp-headquarters-bombed-in-adana-and-mersin?bia_source=rss&utm_source=twitter-feed&utm_medium=twitter.

¹²⁴ Daily Sabah, PKK threatens locals in southeast Turkey, urges them to vote for HDP, 20 mai 2015: www.dailysabah.com/politics/2015/05/20/pkk-threatens-locals-in-southeast-turkey-urges-them-to-vote-for-hdp.

¹²⁵ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 9.

¹²⁶ Hürriyet Daily News, Recent attacks aim at creating civil war in Turkey, HDP co-chair warns, 10 juin 2015: www.hurriyetaidailynews.com/recent-attacks-aim-at-creating-civil-war-in-turkey-hdp-co-chair-warns.aspx?pageID=238&nID=83752&NewsCatID=338.

- Le 11 juillet 2015, la *Koma Civakên Kurdistan* (KCK, Union des Communautés du Kurdistan), une organisation faïtière à laquelle est affilié le PKK, expliquait qu'elle levait le cessez-le-feu et s'efforceraient d'empêcher la construction de plusieurs barrages dans le sud-est du pays. Des affrontements entre les forces de sécurité turques et le PKK, respectivement l'organisation de jeunesse *Yurt-sever Devrimci Gençlik Hareketi* (YDG-H, mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire), ont subséquemment eu lieu dans les **provinces de Mardin, Ağrı et Ardahan**. Dans la province d'Ardahan, une personne a été tuée et deux autres blessées lorsque le PKK a ouvert le feu contre un bus.¹²⁷
- Le 20 juillet 2015, 32 personnes ont perdu la vie et plus de 100 autres ont été blessées lors d'un attentat à la bombe commis au cours d'une réunion d'un mouvement de jeunesse dans la ville frontalière turque de **Suruc, province de Şanlıurfa**. L'attentat a été attribué à l'EI. Deux jours plus tard, deux policiers ont été retrouvés morts dans un bâtiment du district de Ceylanpınar, **province de Şanlıurfa**. Le PKK a reconnu leur assassinat et l'a déclaré comme un acte de représailles suite à l'attentat de Suruc. Les autorités turques ont rapidement réagi en prenant des mesures militaires contre le PKK et l'EI en Irak et en Syrie. Ces événements ont marqué la fin du processus de paix de deux ans en Turquie.¹²⁸
- Selon des indications de l'*International Crisis Group* (ICG), 18 soldats et membres de la police ont perdu la vie au cours d'attaques du PKK en juillet 2015. Du 24 juillet 2015 jusqu'à la fin du mois, l'armée de l'air turque a mené des attaques aériennes contre le PKK en Turquie et au nord de l'Irak. D'après les autorités, 250 miliciens du PKK ont été tués et 800 membres et sympathisant-e-s du PKK ont été arrêtés en Turquie durant cette période.¹²⁹
- Le 25 juillet 2015, plusieurs soldats ont perdu la vie dans le cadre de l'explosion d'un véhicule militaire dans le district de Lice, **province de Diyarbakır**. Il y a eu plusieurs blessés. Le PKK a revendiqué l'attentat. La zone a ensuite été bombardée.¹³⁰
- Le 29 juillet 2015, un policier et une personne civile sont décédés au cours d'une fusillade dans la **province de Diyarbakır**.¹³¹
- Le 30 juillet 2015, trois membres de l'armée ont été tués dans la **province de Şırnak**. Des drones, des hélicoptères et des unités spéciales ont été envoyés pour «éliminer les combattants».¹³²

¹²⁷ Daily Sabah Politics, PKK violence up after announcement of ending cease-fire, 13 juillet 2015: www.dailysabah.com/politics/2015/07/13/pkk-violence-up-after-announcement-of-ending-cessate-fire.

¹²⁸ ICG, A New Cycle Begins in Turkey-PKK Conflict, 11 août 2015: <http://blog.crisisgroup.org/europe-central-asia/2015/08/11/a-new-cycle-begins-in-turkey-pkk-conflict/>.

¹²⁹ ICG, A New Cycle Begins in Turkey-PKK Conflict, 11 août 2015.

¹³⁰ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 10.

¹³¹ Hürriyet Daily News, Four security forces, civilian killed in terror attacks in Turkey's southeast, 30 juillet 2015: www.hurriyetaidailynews.com/three-turkish-troops-killed-in-ambush-with-terrorists.aspx?pageID=238&nID=86168&NewsCatID=341.

¹³² Ibid.

- Selon l'armée turque, deux soldats auraient été tués et 31 blessés lors d'un attentat-suicide commandité par le PKK le 2 août 2015 dans la **province d'Ağrı**.¹³³
- Le 4 août 2015, trois soldats ont perdu la vie dans le cadre de deux actions du PKK dans la **province de Şırnak**. Peu après l'attaque du PKK, l'armée turque a bombardé des positions du PKK dans la région.¹³⁴
- Le 18 août 2015, des militaires ont lancé une opération contre des combattants qui contrôlaient la route entre la ville de Şemdinli et le village de Şapatan dans la **province de Hakkâri**. Neuf soldats ont perdu la vie durant les combats. L'artillerie turque a bombardé le village de Şapatan, blessant quatre civils et endommageant 10 maisons.¹³⁵
- Le 19 août 2015, une bombe du PKK a tué plusieurs soldats dans la **province de Siirt**, sur la route reliant les districts de Şirvan et Pervari.¹³⁶
- Le 24 août 2015, des combattants du PKK ont fait exploser des bombes dans le district de Şemdinli, **province de Hakkâri**, tuant deux soldats. Trois autres ont été blessés.¹³⁷
- Début septembre 2015 a été le théâtre des plus sanglants affrontements depuis la rupture du cessez-le feu. Le 6 septembre 2015, 116 soldats sont décédés durant une attaque du PKK dans le village de Daglica, district de Yüksekova, **province de Hakkâri**. Suite à cette offensive, plusieurs bureaux du HDP ont subi des attaques. Selon la *Türkiye İnsan Hakları Vakfı* (TIHV, Fondation turque des droits de l'homme), environ 400 bureaux ont été saccagés à **l'échelle nationale** dans la soirée du 8 septembre 2015. 14 soldats ont en outre perdu la vie ce même 8 septembre 2015 lors d'une attaque du PKK contre un minibus de la police au poste frontière de Dilucu, **province d'Iğdir**.¹³⁸
- Lors d'une opération dans la ville de Beytüşsebap, **province de Şırnak**, le 25 septembre, deux soldats et 22 membres du PKK ont perdu la vie. Le même jour, cinq combattants du PKK ont été tués pendant des opérations dans la ville de Yüksekova, **province de Hakkâri**, ainsi que quatre combattants du PKK dans la **province d'Ağrı**. Le 26 septembre 2015, le lendemain, six autres combattants du PKK étaient encore tués près du village de Doganli, **province de Hakkâri**.¹³⁹

¹³³ BBC News, Turkish troops killed in 'Kurdish PKK suicide blast', 2 août 2015: www.bbc.com/news/world-europe-33750803.

¹³⁴ Hürriyet Daily News, Three soldiers killed in southeast amid violence outbreak, 4 août 2015: www.hurriyetdailynews.com/three-soldiers-killed-in-southeast-amid-violence-outbreak.aspx?pageID=238&nID=86400&NewsCatID=___341.

¹³⁵ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 11.

¹³⁶ Hürriyet Daily News, Eight soldiers killed in PKK bomb attack in Turkey's southeast, 19 août 2015: www.hurriyetdailynews.com/eight-soldiers-killed-in-pkk-bomb-attack-in-turkeys-south-east.aspx?pageID=238&nID=87203&NewsCatID=341.

¹³⁷ Hürriyet Daily News, Two soldiers killed in PKK mine attack in southeast Turkey, 24 août 2015: www.hurriyetdailynews.com/two-soldiers-killed-in-pkk-mine-attack-in-turkeys-south-east.aspx?pageID=238&nID=87410&NewsCatID=341.

¹³⁸ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 11.

¹³⁹ Ibid.

- Le 10 octobre 2015, le jour du double attentat d'Istanbul, le PKK annonçait une nouvelle trêve. Le jour suivant, le 11 octobre 2015, 17 combattants du PKK ont été tués, selon l'armée turque, lors d'un raid aérien dans la **province de Hakkâri**. Deux soldats auraient perdu la vie dans le cadre d'une opération anti-PKK dans la **province d'Erzurum**, et 14 membres du PKK à Lice, **province de Diyarbakır**.¹⁴⁰

Incidents pertinents en matière de sécurité survenus après les élections du 1^{er} novembre 2015

Peu après sa victoire, le président Erdoğan annonçait qu'il combattrait le PKK jusqu'à ce que le dernier combattant soit éliminé. Cette déclaration a incité le PKK à rompre à nouveau le 5 novembre 2015 son cessez-le-feu proclamé unilatéralement le 10 octobre 2015.¹⁴¹ Par la suite, les incidents pertinents en matière de sécurité suivants sont, entre autres, à relever:

- Trois policiers ont perdu la vie lors d'un attentat à la bombe le 10 novembre 2015 dans le district de Silopi dans la **province de Şırnak**. Le même jour, 21 soldats ont été blessés par une explosion lors du passage d'un convoi dans le district de Silvan de la province de Diyarbakır. Une autre explosion survenue le lendemain dans la **province de Mardin** a fait deux victimes, un agent et un travailleur.¹⁴²
- Le 28 novembre 2015, le président du barreau de Diyarbakır et militant des droits humains Tahir Elçi a été tué dans la ville de Diyarbakır, **province de Diyarbakır**, alors qu'il tenait un discours et appelait à la paix et à la tolérance. Il n'est pas clair si Tahir Elçi a été tué délibérément ou s'il a juste été une victime accidentelle dans le cadre d'un échange de tirs entre la police et des individus armés non identifiés, au cours duquel deux policiers ont aussi perdu la vie.¹⁴³ Tahir Elçi avait dû auparavant comparaître devant la justice, car il était suspecté de «propagande pour une organisation terroriste» suite à sa déclaration dans une émission de CNN Türk où il prétendait que le PKK ne serait pas une organisation terroriste, mais une organisation politique armée qui bénéficie d'un soutien local important.¹⁴⁴
- Selon les chiffres relevés par l'ICG, 24 personnes civiles, 17 soldats et 19 combattants du PKK auraient perdu la vie au cours du mois suivant les élections.¹⁴⁵
- Le 13 janvier 2016, une voiture a explosé dans la ville de Cinar près de la ville de **Diyarbakır**, devant un commissariat et un bâtiment dans lequel vivent des

¹⁴⁰ Reuters, PKK to keep to ceasefire as conflict drags on in Turkey's southeast, 12 octobre 2015: www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-idUSKCN0S600O20151012.

¹⁴¹ Reuters, Kurdish PKK militants end unilateral ceasefire in Turkey: agency, 5 novembre 2015: www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-ceasefire-idUSKCN0SU1EU20151105.

¹⁴² CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 12.

¹⁴³ BBC News, Pro-Kurdish lawyer Tahir Elci shot dead in Turkey, 28 novembre 2015: www.bbc.com/news/world-europe-34952954.

¹⁴⁴ The New York Times, Turkey Haunted by Its Ghosts, 12 novembre 2015: www.ny-times.com/2015/11/13/opinion/turkey-haunted-by-its-ghosts.html?_r=0.

¹⁴⁵ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 12.

familles de membres de la police. Le PKK a revendiqué l'attentat, qui a provoqué la mort d'un policier et de cinq personnes civiles, dont deux enfants en bas âge, et a présenté ses excuses pour la mort des civils.¹⁴⁶

- Le 22 janvier 2016, un engin explosif a explosé dans une école dans la ville de Diyarbakır, blessant légèrement cinq élèves. Certains ont attribué l'attaque au PKK. D'après *Zaman France*, d'autres écoles dans les **provinces de Diyarbakır, Van et Şırnak** ont aussi été la cible d'attaques causant des dommages matériels en janvier 2016. L'organisation de jeunesse proche du PKK *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi* (YDG-H) aurait menacé d'empêcher la réouverture des écoles.¹⁴⁷
- Le groupe proche du PKK *Teyrêbazên Azadîya Kurdistan* (TAK, Parti des Faucons de la liberté du Kurdistan) a revendiqué une attaque à la voiture piégée dirigée contre des militaires le 17 février 2016 dans la capitale **Ankara**. 28 personnes y ont perdu la vie.¹⁴⁸
- Le TAK a revendiqué un autre attentat à la bombe contre un véhicule militaire, le 18 février dans la ville de Diyarbakır, **province de Diyarbakır**. Six soldats ont perdu la vie, tandis qu'un autre a été grièvement blessé.¹⁴⁹
- Le 19 février 2016, des membres du PKK ont tué deux membres de l'armée et un agent de police dans la **province de Diyarbakır**.¹⁵⁰
- Le 24 février 2016, 12 combattants du PKK ont perdu la vie dans une attaque d'hélicoptère de l'armée turque dans la province de **Şırnak** proche de la frontière syrienne.¹⁵¹
- Le 4 mars 2016, quatre personnes ont été tuées et une douzaine d'autres blessées, dont des civils, lors d'une attaque contre un poste de police et des hébergements de la police dans la ville de Nusaybin, **province de Mardin**, laquelle a été attribuée au PKK.¹⁵²
- Le 9 mars 2016, des sources de l'armée turque ont déclaré qu'approximativement 120 combattants du PKK avaient été tués à İdil, **province de Şırnak**, au cours des trois semaines précédentes, et 271 combattants à Sur depuis le 2 décembre.¹⁵³

¹⁴⁶ Le Monde, La Turquie accuse le PKK dans l'attentat d'Ankara, 18 février 2016: www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/18/la-turquie-accuse-le-pkk-dans-l-attentat-d-an-kara_4867502_3214.html#e91K6Th6YzyZ631P.99.

¹⁴⁷ Zaman France, Turquie: Le PKK multiplie les attaques contre les écoles, 22 janvier 2016: www.zamanfrance.fr/article/turquie-pkk-multiplie-attaques-contre-ecoles-19655.html.

¹⁴⁸ Reuters, Kurdish militant group TAK claims responsibility for Ankara bombing, 19 février 2016: www.reuters.com/article/us-turkey-blast-kurds-idUSKCN0VS245.

¹⁴⁹ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Reuters, Turkish air force hits PKK targets in the southeast, Iraq; kill 12, 24 février 2016: www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-idUSKCN0VX0UJ.

¹⁵² CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 13.

¹⁵³ Reuters, Turkish forces end operations against Kurdish militants in Diyarbakir district: sources, 9 mars 2016: www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-idUSKCN0WB1US.

- Le 13 mars 2016, au moins 37 personnes ont perdu la vie lors d'un attentat dans la **capitale Ankara**, qui a également fait des dizaines de blessé-e-s. Selon les autorités, il s'agirait d'un attentat-suicide commis par une kamikaze du PKK. Le 17 mars, le TAK a cependant revendiqué l'attentat.¹⁵⁴ Comme mesure de représailles, les forces aériennes turques ont ouvert le feu sur des positions du PKK en Irak. En outre, des nouveaux couvre-feux et des opérations de sécurité ont été annoncés dans les villes de Yüksekova (**province de Hakkâri**), Nusaybin (**province de Mardin**) et Şırnak (**province de Şırnak**).¹⁵⁵
- Un attentat à la bombe du PKK perpétré le 22 mars 2016 dans la ville de Nusaybin, **province de Mardin**, a eu pour conséquence la mort d'un soldat; six autres ont été blessés.
- Le 24 mars, un sous-officier a été tué dans un attentat à la bombe dans le district de Nusaybin, **province de Mardin**, tandis que quatre autres membres de l'armée ont été blessés. Deux militaires ont été tués et cinq blessés lors d'un autre attentat à la bombe dans le même district.¹⁵⁶
- Le 24 mars sont également décédés un membre de la police lors d'un attentat à la bombe du PKK dans la **province de Şırnak** et trois soldats dans une attaque à la voiture piégée dans la ville de Lice, **province de Diyarbakır**. 24 autres y ont en outre été blessés.¹⁵⁷
- Le 31 mars 2016, sept personnes ont perdu la vie lors d'une explosion proche d'une voiture de police dans la **ville de Diyarbakır**, qui a également fait 27 blessé-e-s. Le PKK a reconnu sa responsabilité dans l'attentat.¹⁵⁸
- Le 2 avril 2016, un attentat à la voiture piégée contre un poste militaire dans la **province de Mardin** a causé la mort d'un garde. Onze autres personnes, y compris trois enfants, ont été blessées.¹⁵⁹
- Le 9 avril 2016, une bombe a explosé dans la ville d'**Istanbul**, à proximité d'un arrêt de bus. Trois personnes ont été blessées. Aucun groupe n'a revendiqué l'attentat; les autorités turques soupçonnent le PKK.¹⁶⁰
- Une voiture piégée du PKK a tué un fonctionnaire de police et une personne civile le 9 avril 2016 dans le district de Derik, **province de Mardin**.¹⁶¹

¹⁵⁴ BBC News, Ankara blast, Kurdish group TAK claims bombing, 17 mars 2016: www.bbc.com/news/world-europe-35829231.

¹⁵⁵ BBC News, Ankara bombing, Turkey strikes against Kurdish rebel PKK, 14 mars 2016: www.bbc.com/news/world-europe-35799998.

¹⁵⁶ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ Al Jazeera, Timeline of attacks in Turkey, 29 juin 2016: www.aljazeera.com/indepth/interactive/2016/06/timeline-attacks-turkey-160628223800183.html.

¹⁵⁹ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ Ibid.

- Le 11 avril 2016, le PKK a perpétré une attaque à la voiture piégée contre une gendarmerie dans la ville de Hani, **province de Diyarbakır**. Deux personnes ont été tuées, tandis que 47 autres, dont huit personnes civiles, ont été blessées.¹⁶²
- Le 12 avril 2016, un attentat à la bombe du PKK dirigé contre un véhicule militaire a tué quatre soldats et en a blessé deux autres.¹⁶³
- Le PKK a déclenché un engin explosif le 17 avril 2016 lors du passage de membres de la police dans la ville de Nusaybin, **province de Mardin**. Un membre de la police a été tué, et quatre autres ont été blessés.¹⁶⁴
- Le 19 avril 2016, deux sous-officiers sont décédés dans l'explosion d'une bombe du PKK dans la ville de Şırnak, **province de Şırnak**. Six autres personnes ont été blessées.¹⁶⁵
- Trois soldats ont été tués par un attentat à la voiture piégée du PKK dans la **province de Tunceli** le 22 avril 2016.¹⁶⁶
- Le 25 avril 2016, des membres du PKK ont déclenché des engins explosifs à **deux endroits dans la province de Mardin**. Un soldat a perdu la vie et six autres ont été blessés.¹⁶⁷
- Le 27 avril 2016, une kamikaze a effectué un attentat-suicide dans la ville de Bursa, **province de Bursa**. 13 personnes ont été blessées. Le TAK a revendiqué l'attaque.¹⁶⁸
- Le 28 avril 2016, des combattants du PKK ont déclenché une charge explosive sur une route lors du passage d'un véhicule blindé de la police dans la **province de Muş**, dans le district de Varto. Un fonctionnaire de police a été tué, deux autres ont été blessés.¹⁶⁹
- Le 2 mai 2016, un soldat est décédé dans un attentat à la bombe du PKK contre les forces de sécurité dans la **province de Diyarbakır**. 23 personnes ont en outre été blessées.¹⁷⁰
- Le 5 mai 2016, le PKK a attaqué un poste de police dans la **province de Mardin** avec une voiture chargée d'explosifs. Une personne a été tuée, huit autres ont été blessées.¹⁷¹

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ Ibid.

¹⁶⁴ Ibid.

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ Ibid.

¹⁶⁸ Al Jazeera, Timeline of attacks in Turkey, 29 juin 2016.

¹⁶⁹ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ Ibid.

- Le 10 mai 2016 a eu lieu une attaque contre une voiture de police contenant des membres de la police et des détenus dans le centre-ville de **Diyarbakır**. Trois personnes ont perdu la vie, et 45 ont été blessées. Le PKK a revendiqué l'attentat.¹⁷²
- Un véhicule chargé de 15 tonnes d'explosifs a explosé le 12 mai 2016 dans une **zone rurale de la province de Diyarbakır**. 16 personnes civiles ont perdu la vie, tandis que 23 autres ont été blessées. Le PKK a reconnu sa responsabilité dans l'incident et a expliqué que le véhicule a explosé accidentellement dans un échange de tirs entre le conducteur et des habitants du village.¹⁷³
- Le 24 mai 2016, six soldats turcs ont été tués sur la route dans le cadre d'une explosion provoquée par le PKK dans le district de Caldiran dans la **province de Van**. Quatre autres soldats ont été blessés.¹⁷⁴
- Le 30 mai 2016, une bombe a explosé dans la ville de Silopi, **province de Şırnak**, ainsi qu'une autre dans la ville de Van, **province de Van**. Le PKK a été accusé d'avoir commandité les attaques. A Silopi, quatre personnes civiles ont été tuées et 19 autres blessées; à Van, deux membres de la police sont décédés alors qu'un troisième a été blessé.¹⁷⁵
- Le 7 juin 2016 a eu lieu une explosion à proximité d'une station de métro et du grand bazar dans la ville d'**Istanbul**. L'attaque a été revendiquée par le TAK. Onze personnes ont été tuées et 36 autres blessées.¹⁷⁶
- Une voiture piégée a explosé le 8 juin 2016 à proximité d'un poste de police dans la ville de Midyat, **province de Mardin**. Cet attentat a fait six victimes humaines; 20 personnes ont en outre été blessées. Le PKK a revendiqué l'attaque.¹⁷⁷
- Le 1^{er} août 2016, six agents ont été tués dans un attentat contre la police spéciale dans la **province de Bingöl**. La responsabilité de l'attaque a été attribuée au PKK.¹⁷⁸
- Le 10 août 2016, deux attentats à la bombe à Kiziltepe (**province de Mardin**) et à **Diyarbakır** ont fait au moins huit morts et 37 blessé-e-s. Par ailleurs, au moins quatre soldats ont été tués le même jour dans une attaque dans la **province de Şırnak**. Les attentats et l'attaque ont été imputés au PKK.¹⁷⁹

¹⁷² Al Jazeera, Timeline of attacks in Turkey, 29 juin 2016.

¹⁷³ CoE-PACE, Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 6 juin 2016, p. 13.

¹⁷⁴ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁷⁵ Ibid.

¹⁷⁶ Al Jazeera, Timeline of attacks in Turkey, 29 juin 2016.

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Bianet, Bomb Attack in Bingöl, 6 Police Killed, 2 août 2016: www.bianet.org/english/people/177424-bomb-attack-in-bingol-6-police-killed; Abendzeitung, War es die PKK? Sechs Polizisten bei Anschlag in Südost-türkei getötet, 1er août 2016.

¹⁷⁹ BBC News, Turkey-PKK conflict: Eight killed in twin bomb blasts, 10 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37040457.

- L'explosion d'une voiture piégée devant un poste de police dans la **ville de Diyarbakır** a fait au moins six morts et 21 blessé-e-s le 15 août 2016. L'attentat a été attribué au PKK.¹⁸⁰
- Le 17 août 2016, un attentat à la voiture piégée a été commis dans la ville d'Ipekyolu dans la **province de Van**. L'attentat a fait trois victimes (dont un civil), ainsi qu'au moins 73 blessé-e-s (dont environ 20 policiers) et a été imputé au PKK.¹⁸¹
- Le 18 août 2016, un attentat à la voiture piégée attribué au PKK dans la **ville d'Elazığ** dans la province du même nom a provoqué la mort d'au moins cinq policiers et a fait au moins 146 blessé-e-s, dont 14 grièvement.¹⁸²
- Le 18 août 2016, cinq soldats et un garde de village ont été tués dans le cadre d'une attaque contre un véhicule blindé militaire dans la **province de Bitlis** et d'escarmouches entre les forces de sécurité et des rebelles.¹⁸³
- Le 21 août 2016, un soldat turc a été tué et quatre autres ont été blessés dans une attaque du PKK sur un véhicule militaire à Viransehir dans la **province de Sanliurfa**, selon les indications des forces de sécurité turques.¹⁸⁴
- Un soldat et deux membres des PKK ont perdu la vie dans un raid du PKK sur un poste de police et d'autres bureaux officiels locaux du district de Nizamiye dans la **province de Tunceli** le 22 août 2016.¹⁸⁵
- Le 23 août 2016, un véhicule militaire turc a été touché par un engin explosif improvisé dans le district d'Uludere dans la **province de Şırnak**. Deux soldats ont été tués. Selon le journal Bianet, l'attaque est imputée au PKK.¹⁸⁶
- Le 24 août 2016, cinq soldats turcs sont décédés lors d'une attaque du PKK dans le district de Lice dans la **province de Diyarbakır**. Un soldat est décédé dans le cadre d'une opération de sécurité avec appui aérien contre le PKK qui durait depuis deux jours dans le district de Karlıova dans la **province de Bingöl**. Le même jour, deux soldats ont été tués par un attentat à la bombe dans une rue à proximité de la ville d'**Antalya**. Des combattants du PKK ont en outre perpétré une attaque de missile le 24 août 2016 dans le district de Yüksekova

¹⁸⁰ Reuters, Six people killed in PKK car bombing in Turkey's southeast: deputy PM, 15 août 2016: www.reuters.com/article/us-turkey-blast-idUSKCN10Q0YL.

¹⁸¹ NZZ, Tödliche Anschläge in der Südosttürkei, Türkei macht PKK und Gülenisten verantwortlich, 18 août 2016.

¹⁸² Ibid.

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ Reuters, Turkish soldier killed in clash with Kurdish militants -security sources, 22 août 2016: www.news.trust.org/item/20160822071102-ifuyy.

¹⁸⁵ Hurriyet Daily News, Hours-long heavy clashes with PKK militants leave one soldier dead in eastern Turkey, 22 août 2016: <http://www.hurriyetaidailynews.com/Default.aspx?pageID=238&nid=103095>

¹⁸⁶ Bianet, 2 Soldiers Killed in Şırnak's Uludere, 23 août 2016: www.bianet.org/english/human-rights/178070-2-soldiers-killed-in-Şırnak-s-uludere.

dans la **province de Hakkâri**, suite à quoi un couvre-feu de trois jours a été ordonnée dans le district.¹⁸⁷

- Le 25 août 2016, le cortège de voiture du chef du parti d'opposition *Cumhuriyet Halk Partisi* (CHD) aurait été attaqué et impliqué dans un échange de coups de feu dans la **province d'Artvin** selon un article du *Hürriyet Daily News*. Le ministre turc de l'Intérieur Efkan Ala aurait déclaré que le PKK était « définitivement » responsable de l'attaque.¹⁸⁸

3.2 Annexe II: Les plus terribles attaques et attentats de l'EI depuis la Syrie voisine (état au 25 août 2016)

- Le 20 juillet 2015, 32 personnes ont perdu la vie et plus de 100 autres ont été blessées lors d'un attentat à la bombe au cours d'un rassemblement de la *Sosyalist Gençlik Dernekleri Federasyonu* (SGDF, Fédération des associations des jeunes socialistes de Turquie) dans la ville frontière turque de Suruc dans la **province de Sanliurfa**.¹⁸⁹
- Dans la matinée du 10 octobre 2015, deux attentats-suicides ont secoué la capitale **Ankara**. L'attaque a eu lieu au cours d'une marche pour la paix organisée par différents mouvements de gauche, y compris le HDP kurde. 103 personnes ont trouvé la mort, et plus de 240 ont été blessées. Il s'agit de l'attentat ayant causé le plus grand nombre de victimes dans l'histoire de la Turquie. Les auteurs de l'attentat, à l'instar des auteurs de l'attentat de Suruc, font partie du réseau de Mustafa Dokumaci, membre de l'EI, lequel est composé d'environ 15 Kurdes de Turquie recrutés dans la province d'Adiyaman.¹⁹⁰
- Le 12 janvier 2016, treize personnes ont été tuées dans un attentat-suicide sur la place Sultanahmet dans le centre touristique d'**Istanbul**. L'attaque a été attribuée à un Syrien, membre de l'EI.¹⁹¹
- Le 19 mars, un autre attentat à la bombe a été commis dans la très animée avenue Istiklal à **Istanbul**. Quatre personnes étrangères ont perdu la vie et plus de 30 ont été blessées. L'auteur de l'attentat avait des liens avec l'EI.¹⁹²

¹⁸⁷ Hürriyet Daily News, Six soldiers killed in separate PKK attacks, 24 août 2016: www.hurriyetdailynews.com/six-soldiers-killed-in-separate-pkk-attacks.aspx?pageID=238&nID=103179&NewsCatID=341.

¹⁸⁸ Hürriyet Daily News, Turkish main opposition CHP leader survives PKK attack on motorcade, 25 août 2016: www.hurriyetdailynews.com/fire-opened-at-turkish-main-opposition-chp-leaders-motorcade.aspx?pageID=238&nID=103217&NewsCatID=341.

¹⁸⁹ CGRA (Belgique), unité COI, Turquie, Situation sécuritaire, 21 mars 2016, p. 15.

¹⁹⁰ Ibid., p. 15-16.

¹⁹¹ Ibid., p. 16.

¹⁹² Defense News, New Bomb Attack Paralyzes Life in Turkey, 21 mars 2016: www.defense-news.com/story/defense/international/europe/2016/03/21/new-bomb-attack-paralyzes-life-turkey/82064738/.

- Le 12 avril 2016, des roquettes tirées depuis le territoire syrien contrôlé par l'EI ont tué deux personnes dans le centre de la ville de **Kilis**. Six autres personnes ont été blessées.¹⁹³
- Le 18 avril 2016, quatre personnes, dont trois enfants, sont mortes dans la ville de **Kilis** lors d'une attaque de roquettes tirées depuis la Syrie et revendiquée par l'EI. Six autres personnes ont été blessées.¹⁹⁴
- Le 1^{er} mai 2016, un attentat à la bombe contre le quartier général de la police dans la ville de Gaziantep, **province de Gaziantep**, a fait deux morts parmi la police et plus de 20 blessé-e-s, y compris des personnes civiles. Le fait est attribué à l'EI.¹⁹⁵
- Toujours le 1^{er} mai 2016, sept personnes ont été blessées au cours d'une attaque de roquettes de l'EI depuis la Syrie sur le centre-ville de **Kilis**.¹⁹⁶
- Le 5 mai 2016, un enfant est décédé dans la **province de Kilis** dans une autre attaque à la roquette depuis la zone syrienne frontalière contrôlée par l'EI. Huit personnes ont en outre été blessées.¹⁹⁷
- Le 28 juin 2016, trois hommes ont commis un attentat-suicide à l'**aéroport Atatürk d'Istanbul**, après avoir d'abord tiré dans la foule avec des armes à feu. 44 personnes ont ainsi perdu la vie. Plus de 230 personnes ont été blessées. Des éléments solides indiquent que la direction de l'EI aurait été impliquée dans l'organisation de l'attaque.¹⁹⁸
- Le 20 août 2016, un attentat à la bombe a été perpétré dans la ville de **Gaziantep** contre une fête de mariage. L'attaque a fait 54 morts, dont 29 enfants.¹⁹⁹ Certains membres de la famille du marié sont membres du parti prokurde *Parti démocratique des peuples* (HDP). Personne n'a encore revendiqué l'attentat, le gouvernement soupçonne cependant l'EI.²⁰⁰

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Turquie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève

¹⁹³ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁹⁴ Ibid.

¹⁹⁵ BBC News, Turkey: 'IS' link to deadly Gaziantep blast, 1er mai 2016: www.bbc.com/news/world-europe-36181138.

¹⁹⁶ Southfront, Turkey: 209 People Killed, 862 Injured in Terror Attacks in First Half of 2016, 30 juin 2016.

¹⁹⁷ Ibid.

¹⁹⁸ CNN, ISIS leadership involved in Istanbul attack planning, Turkish source says, 1er juillet 2016: <http://edition.cnn.com/2016/06/30/europe/turkey-istanbul-aturk-airport-attack/>.

¹⁹⁹ BBC News, Turkey Gaziantep: Bomb survivor haunted by attacks, 23 août 2016: www.bbc.com/news/world-europe-37163216.

²⁰⁰ NZZ, Offensive gegen den IS in Syrien, Türkei handelt mit Unterstützung der USA, 24 août 2016; NZZ, Anschlag in der Türkei, Der Verdacht fällt auf den IS, 21 août 2016.

relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faitière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Le bulletin de L'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.